



ADMINISTRATION COMMUNALE DE FOREST
GEMEENTEBESTUUR VORST

CONSEIL COMMUNAL DU 25 MARS 2025
GEMEENTERAAD VAN 25 MAART 2025

PROCÈS VERBAL
PROCES-VERBAAL

Présents
Aanwezig

Nadia El Yousfi, *Présidente/Voorzitster* ;
Charles Spapens, *Le Bourgmestre/De Burgemeester* ;
Alain Mugabo Mukunzi, Simon De Beer, Françoise Père, Oumnia Berrahal, Saïd Tahri, Fatima Zohra El Omari, Jacyara Farias de Azevedo, Flo Flamme, *Échevin(e)s/Schepenen* ;
Marc-Jean Ghysels, Marc Loewenstein, Ahmed Ouartassi, Mariam El Hamidine, Alitia Angeli, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Séverine De Laveleye, Maud De Ridder, Francis Dagrín, Stéphane Peycker, Dominique Gillard, Michel Claise, Liesbeth Goossens, Zakaria Yaakoubi, Gilles Martin, Rokia Bamba, Margaux Aggujaro, Eitan Bergman, Elvis Kola, Sébastien Gillard, Teresa Vetter, Charles-Bernard Potelle, Marie Poulaert, Rizalva dos Santos Deville, Antoine Lebessis, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden* ;
Betty Moens, *Secrétaire communal /Gemeentesecretaris*

Excusé
Verontschuldigd

Sophie Michez, *Conseille(è)r(e) communal(e) /Gemeenteraadslid.*

Ouverture de la séance à 19:30
Opening van de zitting om 19:30

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

Monsieur Peycker est désigné par le sort pour voter le premier aux votes par appel nominal.

Dhr. Peycker wordt bij loting aangeduid om als eerste te antwoorden bij stemmingen bij naamafroeping.

AFFAIRES GÉNÉRALES - ALGEMENE ZAKEN

Secrétariat - Secretariaat

1 Interpellation citoyenne concernant une demande sur le Val des Roses.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
36 votants : 36 votes positifs.

Interpellatie van het publiek betreffende een verzoek voor Val des Roses.

.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
36 stemmers : 36 positieve stemmen.

Monsieur le Bourgmestre,

Mesdames et Messieurs les Echevins,

Aux membres du Conseil,

Voici deux points que nous désirons soumettre :

- 1) Plaider la cause des occupants du Val des Roses qui, depuis le mois de juillet, voient leur liberté de mouvement limitée.**

Suite à un accident (voir flèche sur photo), la passerelle est condamnée de tout accès, ce qui rend impossible l'accès normal à la réception de la résidence. Reste la seule possibilité d'entrée et de sortie, la route carrossable qui va de la rue Roosendael vers le niveau inférieur de cette même résidence. La déclivité de cette voie d'accès est assez forte et complique les déplacements des personnes souffrant de problèmes de mobilité.

La réparation de la passerelle est impérieuse et urgente, pour une question de sécurité et de bien-être des résidents et de leurs visiteurs. Cette dépense a un caractère urgent, même si elle n'est pas prévue et inscrite dans le budget initial. Le fait de ne pas avoir prévu une dépense dans une planification budgétaire annuelle ou triennale ne peut constituer un argument pour ne pas faire des dépenses impérieuses et, de fait, imprévisibles.

- 2) Demande d'annulation de l'autorisation accordée à URBAN ART CENTER (Propaganda asbl) d'occuper un terrain appartenant au CPAS.**

Le terrain exploité par l'asbl longe la rue Roosendael. Dans un premier temps, ils ont défriché sommairement et travaillé à rendre le terrain « utilisable » ; depuis lors il n'est plus vraiment entretenu. Entre autres, la grille est endommagée, laissant le champ libre aux dépôts sauvages et clandestins, ce qui donne une impression d'abandon.

Le collectif Propaganza utilise ce terrain pour l'apprentissage du street art et des graffiti ; pour ce faire, des bombes de peinture sont utilisées qui occasionnent des dépôts colorés et dégagent des mauvaises odeurs. Les riverains s'en plaignent et émettent des craintes quant à leur nocivité ; sans oublier les craintes relayées par les voisins quant à l'impact sur les jardins, nombreux dans le quartier.

Nous joignons à la présente une pétition signée par 30 personnes qui veulent montrer par cette action qu'elles ont à cœur la vie de leur quartier et qu'elles désirent préserver le « bien vivre » ensemble.

Nous espérons que la commune de Forest portera une attention particulière à cette interpellation et considérera avec sérieux les mesures à prendre.

-

-

Intervention de Mme De Laveleye.

Merci à vous, riverains de notre maison de repos, de partager vos préoccupations qui sont aussi les nôtres.

Votre interpellation touchant deux sujets, j'en ferai deux réponses bien distinctes.

La passerelle tout d'abord.

Comme vous le savez, en juillet 2024, un accident impliquant un camion de livraison a

gravement endommagé la passerelle du Val des Roses, compromettant son intégrité structurelle. Pour garantir la sécurité de nos résidents, pour ne prendre aucun risque, nous en avons immédiatement interdit l'accès piéton.

Nous sommes pleinement conscients que cette situation complique les déplacements des résidents, en particulier ceux qui souffrent de problèmes de mobilité, ce qui représente une large majorité d'entre-deux. La sécurité et le bien-être des utilisateurs étant notre priorité absolue, le budget n'a jamais constitué un obstacle à notre volonté de réparer la passerelle. Nous avons donc dès que possible mis en place un plan d'action, afin d'agir dans les meilleurs délais, et les dépenses liées à l'étude de la réparation ont été engagées par le CPAS dès le départ.

Dès les premiers jours, nous avons entamé les démarches nécessaires auprès de notre assureur qui a pris contact avec les assurances des tiers responsables pour mandater un expert, et ce afin que les coûts ne soient pas à la charge des Forestois.

Une fois ces démarches administratives préalables effectuées, nous avons lancé des demandes d'offre pour sélectionner un bureau d'ingénieurs compétent, conformément aux règles des marchés publics. Le marché a été attribué en octobre 2024, et le bureau d'ingénieurs « Lemaire ingénieurs » a entamé une étude préliminaire sur l'état de la structure de la passerelle. Toutefois, vu la complexité de cette structure, il a été nécessaire de réaliser une deuxième procédure de sélection (exigée par le bureau d'ingénieurs), pour désigner un bureau d'experts géomètres. Ces experts sont intervenus en soutien des ingénieurs afin de compléter l'analyse technique de la passerelle. Le rapport des géomètres a été finalisé en février 2025.

Enfin, nous avons lancé un marché public pour la réalisation de sondages destructifs, qui seront réalisés en avril 2025. Ces sondages permettront de recueillir les données nécessaires à l'élaboration d'un diagnostic précis et complet. Sur cette base, le bureau d'ingénieurs pourra alors émettre un avis éclairé sur les travaux nécessaires à la réparation de la passerelle d'ici la fin avril et un marché public pourra ensuite être attribué pour débiter les travaux.

Comme vous le constatez, les procédures garantissant que les travaux soient réalisés dans les règles de l'art sont lourdes, et donc fort longues. Conscients de l'impact que cette situation a sur nos résidents et leur mobilité, nous faisons tout notre possible pour que la situation se résolve dans les meilleurs délais. C'est d'ailleurs ce que j'ai eu le plaisir d'expliquer au dernier conseil des habitants le 11 mars, en les remerciant encore pour leur patience et leur compréhension.

Votre deuxième préoccupation concerne l'occupation temporaire de la friche située rue Roosendael par l'asbl Propaganza.

Je vais d'abord me permettre de rappeler que l'ASBL Propaganza a joué un rôle clé dans l'ouverture et la réappropriation de cette friche. En effet, grâce à son travail, elle a réussi à obtenir un subside de Bruxelles Environnement pour défricher et créer un aménagement temporaire comprenant un mur d'expression libre.

La convention avec Propaganza a débuté le 16 juillet 2024 et arrivera à échéance le 16 juillet 2025, et pourra être prolongée. En effet, cet aménagement temporaire concrétise d'une part notre volonté de garder ce lieu accessible au public et d'autre part permet de renforcer le contrôle social sur le lieu et de limiter les risques de nuisances.

Lors de ses ateliers de street-art, l'ASBL Propaganza utilise des produits à base d'eau, donc avec beaucoup moins de produits chimiques, qui sont plus respectueux de l'environnement et moins nocifs pour la santé. Elle limite aussi l'exposition des utilisateurs et des personnes se trouvant à proximité aux produits chimiques irritants.

Ceci étant, nous prenons évidemment bonne note de vos préoccupations quant à l'entretien du lieu. Conscients des difficultés rencontrées, nous avons renforcé les mesures suivantes depuis le

17 mars 2025 :

- Le service technique intervient chaque semaine pour veiller à la propreté générale sur le terrain.
- La grille d'entrée a été réparée afin de prévenir les dépôts clandestins et de mieux sécuriser l'accès au site
- Le jardinier du CPAS vérifie chaque semaine l'état de la végétation et assure l'entretien, malgré une charge de travail déjà conséquente sur l'ensemble de nos espaces verts.

Votre interpellation me permet de rappeler l'ambition qu'a le CPAS pour ce site. Comme vous le savez sûrement, ce site est un terrain constructible, que le CPAS a décidé de préserver comme espace vert. Un avant-projet de parc est en cours d'élaboration, grâce à un subside de Bruxelles-environnement. En novembre 2024, trente riverains ont eu l'opportunité de participer à une rencontre organisée par le CPAS, en collaboration avec les paysagistes impliqués dans le projet. Au cours de cet échange, les idées et les visions des habitants ont été recueillies. À la suite de cela, une première esquisse a été réalisée, intégrant les différents besoins et avis exprimés par les riverains, notamment la préservation d'une partie du roncier pour la biodiversité, la création d'une connexion avec le Carré Tillens pour améliorer l'accessibilité, et bien d'autres propositions.

L'avant-projet est en phase de finalisation, notamment en ce qui concerne la gestion des eaux pluviales. Cet aspect du projet vise à réduire les risques d'inondation dans le quartier situé en bas de la friche. Dès que la version finale de l'esquisse sera prête, les riverains seront de nouveau invités à une rencontre pour en discuter avec les paysagistes. L'avant-projet sera clôturé fin juin au plus tard. Une demande de subsides pour la réalisation du parc sera alors soumise à Bruxelles-environnement, qui, nous l'espérons, sera soutenue. C'est un magnifique projet, qui sera une belle plus-value pour le quartier.

Réponse de l'intervenante.

Cela fait plaisir d'entendre cela. J'adore mon quartier dans lequel je vis depuis 58 ans. Mais je voudrais que tous ces dépôts, boîtes, sacs, etc. disparaissent. Je ne critique absolument pas le personnel car ces gens sont surchargés. Les haies sont trop basses et il y a des trouées partout. Mais je suis contente d'entendre que vous allez vous occuper du quartier.

Je souhaite également beaucoup de courage à cette nouvelle assemblée et vous souhaite un franc succès avec tous les problèmes (Audi, drogues, etc.).

Geachte heer burgemeester,

Dames en heren schepenen,

Geachte raadsleden,

Twee punten die wij willen voorleggen:

1) Sinds juli worden de bewoners van Val des Roses beperkt in hun bewegingsvrijheid.

Als gevolg van een ongeluk (zie pijl op de foto) is er geen toegang meer tot de loopbrug, wat normale toegang tot de receptie van de residentie onmogelijk maakt. De enige in- en uitgang is

via de inrijlaan van de Roosendaelstraat naar de benedenverdieping van de residentie. De helling van deze toegangsweg is vrij steil, wat moeilijk is voor mensen die slecht ter been zijn.

De herstelling van de loopbrug is dringend nodig voor de veiligheid en het welzijn van de bewoners en hun bezoekers. Deze uitgave is dringend, ook al was ze niet gepland en opgenomen in de oorspronkelijke begroting. Het feit dat er geen uitgaven voorzien zijn in een jaarlijks of driejarig begrotingsplan, kan niet als argument worden gebruikt om uitgaven die dringend en in feite onvoorzienbaar zijn, niet te doen.

2) Verzoek tot intrekking van de aan URBAN ART CENTER (vzw Propaganza) verleende vergunning om een terrein van het OCMW te gebruiken.

Het terrein dat door de vzw wordt gebruikt, loopt langs de Roosendaelstraat. Eerst hebben ze het terrein wat schoongemaakt om het 'bruikbaar' te maken, maar sindsdien is het niet echt onderhouden. De poort is o.a. beschadigd, wat sluikstorten aanmoedigt, wat de indruk geeft dat het er verlaten bij ligt.

Het collectief Propaganza gebruikt het terrein om les te geven over streetart en graffiti, waarbij verfspuitbussen worden gebruikt, wat gekleurde aanslag en stank veroorzaakt. Buurbewoners hebben hierover geklaagd en hun bezorgdheid geuit over de schadelijke gevolgen, om nog maar te zwijgen van de bezorgdheid van burens over de gevolgen voor de tuinen (en dat zijn er veel in de buurt).

We voegen hier een petitie bij die ondertekend is door 30 mensen die met deze actie willen tonen dat ze zich bekommeren om het leven in hun wijk en het aangenaam samenleven willen vrijwaren.

We hopen dat de gemeente Vorst bijzondere aandacht schenkt aan deze interpellatie en ernstig maatregelen zal overwegen.

-

-

Tussenkomsst van mevrouw De Laveleye

Hartelijk dank aan u, omwonenden van ons rusthuis, voor het delen van uw bezorgdheden, die ook de onze zijn.

Aangezien uw vraag twee onderwerpen betreft, zal ik twee afzonderlijke antwoorden geven.

Allereerst de loopbrug.

Zoals u weet, heeft een ongeval met een vrachtwagen in juli 2024 de loopbrug van Val des Roses ernstig beschadigd, wat de structurele integriteit ervan in het gedrang bracht. Om de veiligheid van onze bewoners te garanderen en geen enkel risico te nemen, hebben we het gebruik door voetgangers onmiddellijk verboden.

We zijn ons ervan bewust dat deze situatie de verplaatsingen van de bewoners bemoeilijkt, met name degenen die mobiliteitsproblemen hebben, wat voor een grote meerderheid van hen het geval is. Aangezien de veiligheid en het welzijn van de gebruikers onze absolute prioriteit zijn, heeft het budget nooit een belemmering gevormd voor onze bereidheid om de loopbrug te herstellen. Wij hebben dus zo snel mogelijk een actieplan opgesteld om zo spoedig mogelijk actie te ondernemen, en de kosten van de studie voor de herstelling zijn vanaf het begin door het OCMW gedragen.

Wij hebben onmiddellijk contact opgenomen onze verzekeraar, die op zijn beurt contact heeft opgenomen met de verzekeraars van de verantwoordelijke derden om een expert aan te stellen,

zodat de kosten niet ten laste van de Vorstenaars zouden komen.

Nadat deze voorafgaande administratieve stappen waren gezet, hebben wij offertes opgevraagd om een ingenieursbureau te selecteren, in overeenstemming met de regels voor overheidsopdrachten. De opdracht werd gegund in oktober 2024 en het ingenieursbureau Lemaire Ingénieurs startte een voorafgaand onderzoek naar de staat van de constructie. Gezien de complexiteit van deze structuur was het echter noodzakelijk om een tweede selectieprocedure uit te voeren (op verzoek van het ingenieursbureau) om een bureau van landmeters aan te wijzen. Deze deskundigen hebben de ingenieurs ondersteund bij het voltooien van de technische analyse van de brug. Het rapport van de landmeters werd in februari 2025 afgerond.

Tot slot hebben wij een openbare aanbesteding uitgeschreven voor de uitvoering van destructieve onderzoeken, die in april 2025 plaatsvinden. Deze onderzoeken zullen de nodige gegevens opleveren om een precieze en volledige diagnose te stellen. Op basis daarvan kan het ingenieursbureau tegen eind april een gefundeerd advies geven over de werkzaamheden die nodig zijn om de loopbrug te herstellen, waarna een openbare aanbesteding kan worden uitgeschreven om de werken aan te vatten.

Zoals u ziet, zijn de procedures om te garanderen dat de werkzaamheden volgens de regels van de kunst worden uitgevoerd, omslachtig en dus erg tijdrovend. Wij zijn ons bewust van de impact die deze situatie heeft op onze bewoners en hun mobiliteit, en doen er alles aan om de situatie zo snel mogelijk op te lossen. Dat heb ik trouwens kunnen uitleggen tijdens de laatste bewonersraad op 11 maart, waarbij ik hen nogmaals heb bedankt voor hun geduld en begrip.

Uw tweede punt betreft het tijdelijk gebruik van het braakliggende terrein aan de Roosendaelstraat door de vzw Propaganza.

Allereerst wil ik eraan herinneren dat de vzw Propaganza een sleutelrol heeft gespeeld bij de opening en herbestemming van dit braakliggende terrein. Dankzij hun inspanningen zijn zij erin geslaagd een subsidie van Leefmilieu Brussel te verkrijgen om een tijdelijke inrichting aan te brengen met een muur voor vrije expressie.

De overeenkomst met Propaganza loopt van 16 juli 2024 tot 16 juli 2025 en kan worden verlengd. Deze tijdelijke inrichting geeft enerzijds uiting aan onze wens om deze plek open te houden voor het publiek en anderzijds maakt ze het mogelijk om de sociale controle op de plek te versterken en het risico op overlast te beperken.

Tijdens haar streetart-workshops gebruikt de vzw Propaganza producten op waterbasis, die veel minder chemicaliën bevatten, milieuvriendelijker zijn en minder schadelijk voor de gezondheid. Het beperkt ook de blootstelling van de aanwezigen aan irriterende chemicaliën.

Wij nemen uiteraard nota van uw bezorgdheid aangaande het onderhoud van de site. We zijn ons bewust van de moeilijkheden en hebben de maatregelen sinds 17 maart 2025 opgedreven:

- De technische dienst komt wekelijks langs om te zorgen voor de algemene netheid.
- Het toegangshek is hersteld om sluikstorten te voorkomen en de toegang tot de site beter te beveiligen.
- De OCMW-tuinman controleert wekelijks de beplanting en zorgt voor het onderhoud, ondanks een reeds aanzienlijke werklast voor al onze groene ruimtes.

Uw interpellatie geeft me de gelegenheid om te wijzen op de ambitie van het OCMW voor deze site. Zoals u ongetwijfeld weet, gaat het om een bouwgrond, die het OCMW wil behouden als groene ruimte. Er wordt momenteel een voorontwerp voor een park uitgewerkt, dankzij een subsidie van Leefmilieu Brussel. In november 2024 kregen dertig omwonenden de kans om deel te nemen aan een bijeenkomst die het OCMW organiseerde, in samenwerking met de

landschapsarchitecten die bij het project betrokken zijn. Tijdens deze bijeenkomst werden de ideeën en visies van de omwonenden verzameld. Nadien werd er een eerste schets gemaakt, waarin rekening werd gehouden met de verschillende behoeften en invalshoeken van de omwonenden, met name het behoud van een deel van het struikgewas voor de biodiversiteit, het creëren van een verbinding met het Tillensblok om de toegankelijkheid te verbeteren, en nog vele andere voorstellen.

Het voorontwerp is bijna afgerond, meer bepaald wat betreft het regenwaterbeheer. Dit aspect van het project heeft tot doel het overstromingsrisico in te perken voor de lager gelegen wijk. Zodra de definitieve versie van de schets klaar is, worden de omwonenden opnieuw uitgenodigd voor een bijeenkomst om deze met de landschapsarchitecten te bespreken. Het voorontwerp wordt uiterlijk eind juni afgerond. Er zal dan een subsidieaanvraag voor de realisatie van het park worden ingediend bij Leefmilieu Brussel, die naar wij hopen zal worden goedgekeurd. Het is een prachtig project, dat een mooie meerwaarde voor de wijk zal betekenen.

Antwoord van de spreekster

Dat is fijn om te horen. Ik ben dol op de wijk waar ik al 58 jaar woon. Maar ik zou graag zien dat al het zwerfvuil en de sluikstorten verdwijnen. Ik heb absoluut geen kritiek op het personeel, want die mensen hebben veel werk. De hagen zijn te laag en er zitten overal gaten in. Maar ik ben blij te horen dat u zich op de buurt zal toeleggen.

Ik wens deze nieuwe raad ook veel succes en hoop dat u alle problemen (Audi, drugs, ...) met succes kan aanpakken.

6 annexes / 6 bijlagen

2 Approbation du procès-verbal du conseil communal.

Le conseil approuve les procès-verbaux du 1^{er} et du 16 décembre 2024.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
36 votants : 36 votes positifs.

Goedkeuring van het proces-verbaal van de gemeenteraad.

De raad keurt de notulen van 1 en 16 december 2024 goed.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
36 stemmers : 36 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

3 **Affaires générales - Mandats (Forest Centre Culturel) - Désignation d'un membre supplémentaire pour le groupe Ecolo-Groen.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 120, § 2 de la Nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques ;

Vu les statuts de l'asbl Forest Centre Culturel ;

Considérant que la commune dispose de 18 représentants à l'AG (chambre publique), parmi lesquels le Bourgmestre ou son délégué ;

Considérant que le groupe MR-DEFI peut prétendre à 5 représentants, le groupe PS à 4 représentants, le groupe Ecolo-Groen à 4 représentants, le groupe PTB à 4 représentants, et le groupe les Engagés à 1 représentant ;

Considérant que lors de la séance du 18 février 2025, le groupe Ecolo-Groen n'a désigné que trois représentants ;

Considérant qu'il y a lieu de désigner un représentant supplémentaire pour le groupe susmentionné ;

DECIDE,

De désigner en qualité de représentant à l'AG de l'asbl Forest Centre Culturel, Madame Madame Elaine J. Hitchcock Levy, domiciliée place Constantin Meunier 1 à 1190 Forest.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

36 votants : 36 votes positifs.

Algemene zaken - Mandaten (Forest Centre Culturel) - Aanstellingen van een extra lid voor de fractie Ecolo-Groen.

DE RAAD,

Gelet op artikel 120, §2 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de wet van 16 juli 1973 waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt;

Gelet op de statuten van de vzw Forest Centre Culturel;

Overwegende dat de gemeente beschikt over 18 vertegenwoordigers in de AV (openbare kamer), waaronder de Burgemeester of zijn afgevaardigde;

Overwegende dat de fractie MR-DéFI recht heeft op 5 vertegenwoordigers, de fractie PS op 4 vertegenwoordigers, de fractie Ecolo-Groen op 4 vertegenwoordigers, de fractie PTB*PVDA op 4 vertegenwoordigers en de fractie Les Engagés op 1 vertegenwoordiger;

Overwegende dat tijdens de zitting van 18 februari 2025 de fractie Ecolo-Groen slechts 3 vertegenwoordigers heeft aangesteld;

Overwegende dat er een extra vertegenwoordiger moet worden aangesteld voor bovengenoemde fractie;

BESLIST

Mevrouw Elaine J. Hitchcock Levy, gedomicilieerd Constantin Meunierplein 1 in 1190 Vorst, aan te stellen in de hoedanigheid van vertegenwoordiger in de AV van de vzw Forest Centre Culturel.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
36 stemmers : 36 positieve stemmen.

4 Affaires générales - Remplacement d'un membre du Conseil de l'action sociale.

LE CONSEIL,

Vu l'article 17 de la loi organique des CPAS,

Considérant que Monsieur Gilles MARTIN a présenté sa démission en qualité de membre du Conseil de l'action sociale ;

Considérant qu'il y a lieu de désigner un remplaçant afin d'achever le mandat du membre démissionnaire ;

Vu l'acte de présentation de candidature de Madame Hilde Peeters comme membre effectif.

PREND ACTE

De l'élection de Madame Hilde PEETERS en qualité de membre effectif du Conseil de l'action sociale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
36 votants : 36 votes positifs.

Algemene zaken - Vervanging van een lid van de Raad voor maatschappelijk welzijn.

DE RAAD,

Gelet op artikel 17 van de organieke wet betreffende de OCMW's,

Overwegende dat de heer Gilles MARTIN zijn ontslag heeft ingediend als lid van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn;

Overwegende dat er een vervanger moet worden aangesteld om het mandaat van het ontslagnemende lid te voltooien;

Gelet op de voordracht van mevrouw Hilde Peeters als werkend lid;

NEEMT KENNIS VAN

de verkiezing van de Mervrouw Hilde PEETERS tot werkend lid van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
36 stemmers : 36 positieve stemmen.

IT - IT

5 Affaires générales – Informatique – Projet WePulse – Contrat faïtier – Avenant – Approbation.

LE CONSEIL,

Vu sa décision du 19 novembre 2024 d'approuver la convention de mise à disposition de services de développement de solutions applicatives informatiques dans les différents domaines du programme régional WePulse ;

Considérant la proposition d'avenant à cette convention établie par le groupe de travail « contrat » du Comité de gouvernance du programme régional WePulse ;

Considérant que cet avenant porte sur des amendements aux dispositions concernant la souscription par les Pouvoirs locaux à l'investissement (acquisition de la solution) dans chaque domaine pour lequel ils ont obtenu le prêt du Fonds régional bruxellois de refinancement des trésoreries communales (FRBRTC) ;

Considérant qu'il s'agit pour chaque domaine de distinguer la phase liée au développement, de la phase liée à l'exploitation des solutions applicatives ;

DECIDE :

D'adopter l'avenant à la « Convention de mise à disposition de services de développement de solutions applicatives ainsi que les services IT associés dans les différents domaines du programme d'informatisation et de transformation digitale des pouvoirs locaux, dénommé WePulse, joint en annexe.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

36 votants : 36 votes positifs.

Algemene Zaken – Informatica – WePulse-project – Koepelovereenkomst – Aanhangsel – Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van 19 november 2024 tot goedkeuring van de overeenkomst voor de terbeschikkingstelling van diensten voor de ontwikkeling van IT-applicatieoplossingen in de verschillende domeinen van het gewestelijk WePulse-programma;

Overwegende het voorstel van aanhangsel bij deze overeenkomst opgesteld door de werkgroep "contract" van het governancecomité van het gewestelijk WePulse-programma;

Overwegende dat dit aanhangsel betrekking heeft op wijzigingen aan de bepalingen betreffende de inschrijving door de Plaatselijke Besturen op de investering (aankoop van de oplossing) in elk domein waarvoor zij een lening hebben verkregen van het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën (BGHGT);

Overwegende dat voor elk domein een onderscheid moet worden gemaakt tussen de ontwikkelingsfase en de fase die verband houdt met de exploitatie van de applicatieoplossingen;

BESLIST:

Goedkeuring te verlenen aan het aanhangsel bij de bijgevoegde overeenkomst voor de terbeschikkingstelling van diensten voor de ontwikkeling van applicatieoplossingen en aanverwante IT-diensten in de verschillende domeinen van het programma voor de informatisering en digitale transformatie van de lokale besturen, genaamd WePulse.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

6 Affaires générales – Informatique – Programme WePulse – Convention de mandat IRISteam.

LE CONSEIL,

Vu sa décision du 19 novembre 2024 d'approuver la convention de mise à disposition de services de développement de solutions applicatives informatiques dans les différents domaines du programme régional WePulse, dite « Contrat faîtier » ;

Vu l'article 6.1 relatif aux obligations de l'Administration communale, et plus particulièrement les obligations relatives au transfert des données des prestataires actuels vers les services visés dans le cadre du programme WePulse ;

Considérant qu'il y a lieu de mandater IRISteam afin de procéder aux démarches nécessaires auprès des prestataires pour recueillir les éléments nécessaires pour la mise en œuvre des services ;

DECIDE :

D'approuver la convention de mandat ci-joint entre l'Administration communale et l'asbl IRISteam concernant la récolte et le transfert de données des solutions applicatives informatiques actuelles dans le cadre du programme WePulse ;

De fixer la date d'entrée en vigueur de la présente convention au 25 mars 2025.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

36 votants : 36 votes positifs.

Algemene zaken – Informatica – WePulse-programma – Mandaatovereenkomst IRISteam.

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van 19 november 2024 tot goedkeuring van de overeenkomst voor de terbeschikkingstelling van diensten voor de ontwikkeling van applicatieoplossingen in de verschillende domeinen van het gewestelijk WePulse-programma, het zogenaamde 'koepelcontract';

Gelet op artikel 6.1 betreffende de verplichtingen van het Gemeentebestuur, meer bepaald de verplichtingen met betrekking tot de overdracht van gegevens van de huidige dienstverleners naar de beoogde diensten in het kader van het WePulse-programma;

Overwegende dat IRISteam gemachtigd moet worden om de nodige stappen te ondernemen ten

aanzien van de dienstverleners om de elementen te verzamelen die nodig zijn voor de uitvoering van de diensten;

BESLIST

De bijgevoegde mandaatovereenkomst tussen het Gemeentebestuur en de vzw IRISteam betreffende het verzamelen en overdragen van gegevens uit de huidige applicatieoplossingen in het kader van het WePulse-programma goed te keuren;

De startdatum van de overeenkomst vast te stellen op 25 maart 2025.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

FINANCES - FINANCIËN

Budget/Règlements taxes - Begroting/belastingreglement

7 Finances – Comptabilité communale – Exercice 2025 – Douzièmes provisoires.

LE CONSEIL,

Vu les articles 241 et 247 de la Nouvelle loi communale ;

Vu l'article 14 de l'arrêté royal du 2 août 1990 portant le règlement général de la comptabilité communale ;

Considérant qu'au 1^{er} avril 2025, le budget communal pour l'exercice 2025 pourrait ne pas être voté par le conseil communal ou rendu exécutoire par l'administration des pouvoirs locaux ;

DECIDE :

D'autoriser la disposition de trois douzièmes provisoires supplémentaires pour les mois d'avril, mai et juin 2025 ;

Que ces crédits seront utilisés conformément à l'article 14 de l'arrêté royal du 2 août 1990 portant le règlement sur la comptabilité communale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

36 votants : 36 votes positifs.

Financiën – Gemeentelijke boekhouding – Dienstjaar 2025 – Voorlopige twaalfden.

DE RAAD,

Gelet op artikelen 241 en 247 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 14 van het koninklijk besluit van 2 augustus 1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit;

Overwegende dat de gemeentebegroting voor het dienstjaar 2025 tegen 1 april 2025 niet zou worden goedgekeurd door de gemeenteraad of uitvoerbaar verklaard door het bestuur der plaatselijke besturen;

BESLIST:

Drie bijkomende voorlopige twaalfden voor de maanden april, mei en juni 2025 toe te staan;

Dat deze kredieten gebruikt zullen worden overeenkomstig artikel 14 van het koninklijk besluit van 2 augustus 1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

Intervention de Mr Peycker.

Nous souhaitons qu'il s'agit d'une mesure exceptionnelle sur laquelle nous ne nous opposons pas pour le bon fonctionnement de l'administration. Cependant, nous constatons que n'avons toujours pas de budget, ni de déclaration de politique communale. Nous naviguons à vue, ce qui est préoccupant. Nous réaffirmons notre exigence de gouvernance rigoureuse, respectueuse du rôle du conseil communal et de l'intérêt général. Nous plaidons pour avoir un calendrier clair et transparent pour l'adoption du budget 2025, afin que ces douzièmes provisoires restent bien une exception et non l'habitude.

Réponse de Mr Spapens.

Seules deux communes ont présenté leur déclaration de politique générale et une commune a voté son budget. Vous n'êtes pas sans savoir qu'il y a des mesures prises à des échelons supérieurs qui font planer des incertitudes pour les communes sous plan qui doivent également faire un plan pour les trois années à venir. Si votre parti peut nous éclairer pour les mesures qui vont nous tomber dessus, on est preneur. Notre DPG sera présentée le mois prochain en différé du budget et on espère avoir un budget qu'on pourra rapidement présenter. Mais nous partageons votre inquiétude pour les communes en général et pour les décisions dramatiques qui sont en train d'être prises.

Tussenkomst van de heer Peycker

We hopen dat het om een uitzonderlijke maatregel gaat, waartegen we ons niet verzetten, in het belang van de goede werking van het bestuur. We stellen echter vast dat we nog steeds geen begroting hebben, noch een gemeentelijke beleidsverklaring. We varen op zicht, wat verontrustend is. Wij herhalen onze eis van nauwgezet bestuur, met respect voor de rol van de gemeenteraad en het algemeen belang. We pleiten voor een duidelijke en transparante planning voor de goedkeuring van de begroting 2025, zodat voorlopige twaalfden een uitzondering blijven en geen gewoonte worden.

Antwoord van de heer Spapens

Slechts twee gemeenten hebben hun algemene beleidsverklaring ingediend en één gemeente heeft haar begroting goedgekeurd. Zoals u weet, zijn er op hoger niveau maatregelen genomen die onzekerheid creëren voor de gemeenten die ook een plan moeten maken voor de komende

drie jaar. Als uw partij ons kan informeren over de maatregelen die ons te wachten staan, dan horen we dat graag. Onze algemene beleidsverklaring zal volgende maand worden voorgesteld, apart van de begroting, en we hopen dat we snel een begroting kunnen voorleggen. Maar we delen uw bezorgdheid voor de gemeenten in het algemeen en voor de dramatische beslissingen die momenteel worden genomen.

AFFAIRES GÉNÉRALES - ALGEMENE ZAKEN

Centrale d'achats - Aankoopcentrale

8 Centrale d'achats – Marchés publics – Fourniture de matériel éducatif, jouets 1^{er} âge et jeux divers – Choix de la procédure de passation et fixation des conditions – Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale – SCA-2025-F-003 – Information.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988 et ses modifications ultérieures, notamment l'article 234 §3 habilitant le Collège des Bourgmestre et Échevins à exercer le pouvoir de choisir la procédure de passation et de fixer les conditions des marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 143.000 euros et précisant que dans ce cas, le conseil communal est informé de la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins lors de sa prochaine séance ;

Considérant que le marché public relatif à la fourniture de matériel éducatif, jouets 1^{er} âge et jeux divers (2023-F-001) a pris fin le 31 décembre 2024 et qu'il y a lieu d'en relancer un nouveau pour couvrir les besoins des écoles francophones, néerlandophones et des crèches ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 13 février 2025 de passer un marché public ayant pour objet " Fourniture de matériel éducatif, jouets 1^{er} âge et jeux divers " (SCA-2025-F-003) par procédure négociée sans publication préalable pour un montant estimé à € 114.844,71 hors TVA ou € 138.430,04, 6 et 21 % TVA comprise pour 2 ans (années 2025 et 2026) ;

Considérant que les crédits permettant de financer ces dépenses sont inscrits aux articles budgétaires suivants du service ordinaire de l'exercice 2025 et feront l'objet d'une proposition d'inscription pour l'exercice 2026 :

- 7201/124-02/16 (subsidé à 100% à l'article de recette 7201/463-01/16) ;
- 7201/124-02/34 (subsidé à 100% à l'article de recette 7201/463-01/16) ;
- 7202/124-02/51 (subsidé à 100% à l'article de recette 7202/463-01/51) ;
- 7202/124-02/55 (subsidé à 100% à l'article de recette 7202/463-01/55) ;
- 7671/124-02/05 (subsidé à 43 % à l'article de recette 7671/465-01/05) ;
- 844/124-02/19 (non subsidié) ;
- 93011/124-02/10 (subsidé à 100% à l'article de recette 93011/994-01/92) ;

Vu l'arrêté royal du 2 août 1990 portant le règlement général de la comptabilité communale notamment l'article 14 (crédits provisoires) ;

Vu la décision du Conseil communal du 16 décembre 2024 d'autoriser la disposition de trois douzièmes provisoires pour les mois de janvier, février et mars 2025 ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42, §1, 1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 143.000,00 €) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

DECIDE:

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 13 février 2025 de passer un marché public ayant pour objet “ Fourniture de matériel éducatif, jouets 1^{er} âge et jeux divers” (SCA-2025-F-003) par procédure négociée sans publication préalable pour un montant estimé à € 114.844,71 hors TVA ou € 138.430,04 6% et 21% TVA comprise pour 2 ans (années 2025 et 2026).

Le Conseil approuve le projet de délibération.

36 votants : 36 votes positifs.

Aankoopcentrale – Overheidsopdrachten – Levering van educatief materiaal, baby- en peuterspeelgoed en diverse spellen – Keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden – Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet – SCA-2025-F-003 – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988 en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234 §3 dat het College van Burgemeester en Schepenen machtigt de bevoegdheid uit te oefenen om de gunningsprocedure te kiezen en om de voorwaarden vast te stellen van de overheidsopdrachten waarvan het bedrag excl. btw geraamd wordt op minder dan 143.000 euro, en dat preciseert dat in dat geval de gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis wordt gesteld van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen;

Overwegende dat de overheidsopdracht betreffende de levering van educatief materiaal, baby- en peuterspeelgoed en diverse spellen (2023-F-001) afliep op 31 december 2024 en dat er een nieuwe moet worden uitgeschreven om in de behoeften van de Franstalige en de Nederlandstalige scholen en de kinderdagverblijven te voorzien;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 13 februari 2025 om een overheidsopdracht te gunnen met als voorwerp "Levering van educatief materiaal, baby- en peuterspeelgoed en diverse spellen" (SCA-2025-F-003) via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking, voor een geraamd bedrag van 114.844,71 € excl. btw of 138.430,04 €, 6% en 21% btw inbegrepen voor 2 jaar (jaren 2025 en 2026);

Overwegende dat de kredieten ter financiering van deze uitgaven worden opgenomen in de volgende begrotingsartikelen van de gewone dienst van begrotingsjaar 2025 en het voorwerp zullen uitmaken van een voorstel tot inschrijving voor begrotingsjaar 2026:

- 7201/124-02/ - /16 (voor 100% gesubsidieerd op artikel van ontvangst 7201/463-01/16);
- 7201/124-02/34 (voor 100% gesubsidieerd op artikel van ontvangst 7201/463-01/16);
- 7202/124-02/51 (voor 100% gesubsidieerd op artikel van ontvangst 7202/463-01/51);
- 7202/124-02/55 (voor 100% gesubsidieerd op artikel van ontvangst 7202/463-01/55);
- 7671/124-02/05 (voor 43 % gesubsidieerd op artikel van ontvangst 7671/465-01/05);
- 844/124-02/19 (niet gesubsidieerd);
- 93011/124-02/10 (voor 100% gesubsidieerd op artikel van ontvangst 93011/994-01/92);

Gelet op het koninklijk besluit van 2 augustus 1990 houdende het algemeen reglement op de

gemeentelijke comptabiliteit, inzonderheid artikel 14 (voorlopige kredieten);

Gelet op de beslissing van de gemeenteraad van 16 december 2024 om drie voorlopige twaalfden voor de maanden januari, februari en maart 2025 toe te staan;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 42, §1, 1° a) (de goed te keuren uitgave excl. btw bereikt de drempel van 143.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

BESLIST

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 13 februari 2025 om een overheidsopdracht te gunnen met als voorwerp "Levering van educatief materiaal, baby- en peuterspeelgoed en diverse spellen" (SCA-2025-F-003) via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking, voor een geraamd bedrag van 114.844,71 € excl. btw of 138.430,04 €, 6% en 21% btw inbegrepen voor 2 jaar (jaren 2025 en 2026).

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

9 Centrale d'achats – Marchés publics – Désignation d'un réviseur d'entreprises – Choix de la procédure de passation et fixation des conditions – Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale – SCA-2025-S-007 – Information.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988 et ses modifications ultérieures, notamment l'article 234 §3 habilitant le Collège des Bourgmestre et Échevins à exercer le pouvoir de choisir la procédure de passation et de fixer les conditions des marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 143.000 euros et précisant que dans ce cas, le conseil communal est informé de la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins lors de sa prochaine séance ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42, § 1, 1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de € 143.000,00) et l'article 57 (clauses de reconduction) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1° ;

Considérant que le marché public relatif à la désignation d'un réviseur d'entreprise (2020-S-016) a pris fin au 31 décembre 2023 et qu'il était nécessaire d'en relancer un nouveau pour couvrir les prochaines années ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 21 novembre 2024 de passer un marché public de services ayant pour objet "Désignation d'un réviseur d'entreprises" (SCA-2025-S-007) par la procédure négociée sans publication préalable pour un montant estimé à € 59.000,00 hors TVA ou € 71.390,00, 21 % TVA comprise pour 4 ans et que le crédit permettant de financer cette dépense fera l'objet d'une proposition d'inscription à l'article budgétaire 121/122-01/-/22 service ordinaire des exercices 2025 à 2028 ;

DÉCIDE:

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 21 novembre 2024 de passer un marché public de services ayant pour objet "Désignation d'un réviseur d'entreprises" (SCA-2025-S-007) par la procédure négociée sans publication préalable pour un montant estimé à € 59.000,00 hors TVA ou € 71.390,00, 21 % TVA comprise pour 4 ans et que le crédit permettant de financer cette dépense fera l'objet d'une proposition d'inscription à l'article budgétaire 121/122-01/-/22 service ordinaire des exercices 2025 à 2028.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

36 votants : 36 votes positifs.

Aankoopcentrale – Overheidsopdrachten – Aanstelling van een bedrijfsrevisor – Keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden – Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet – SCA-2025-S-007 – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988 en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234 §3 dat het College van Burgemeester en Schepenen machtigt de bevoegdheid uit te oefenen om de gunningsprocedure te kiezen en om de voorwaarden vast te stellen van de overheidsopdrachten waarvan het bedrag excl. btw geraamd wordt op minder dan 143.000 euro, en dat preciseert dat in dat geval de gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis wordt gesteld van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 42, § 1, 1° a) (de goed te keuren uitgave excl. btw bereikt de drempel van 143.000,00 € niet) en artikel 57 (verlengingen);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1°;

Overwegende dat de overheidsopdracht betreffende de aanstelling van een bedrijfsrevisor (2020-S-016) afliep op 31 december 2023 en dat er een nieuwe moest worden uitgeschreven voor de komende jaren;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 21 november 2024 tot gunning van een overheidsopdracht voor diensten met als voorwerp "Aanstelling van een bedrijfsrevisor" (SCA-2025-S-007) via de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking voor een geraamd bedrag van 59.000,00 € excl. btw of 71.390,00 € incl. 21 % btw voor 4 jaar en dat het krediet voor de financiering van deze uitgave het voorwerp zal uitmaken van een voorstel om het in te schrijven op begrotingsartikel 121/122-01/-/22 van de gewone dienst van dienstjaren 2025 tot 2028;

BESLIST:

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 21 november 2024 tot gunning van een overheidsopdracht voor diensten met als voorwerp "Aanstelling van een bedrijfsrevisor" (SCA-2025-S-007) via de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking voor een geraamd bedrag van 59.000,00 € excl. btw of 71.390,00 € incl. 21 % btw voor 4 jaar en dat het krediet voor de financiering van deze uitgave het voorwerp zal uitmaken van een voorstel om het in te schrijven op begrotingsartikel 121/122-01/-/22 van de gewone dienst van dienstjaren 2025 tot 2028.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
36 stemmers : 36 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN

Propriétés communales et Logement - Gemeentelijke Eigendommen en Huisvesting

10 Régie Foncière – Budget 2025 – Autorisation de pourvoir à certaines dépenses par crédits provisoires

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale, notamment l'article 3 ;

Vu l'article 12 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 novembre 2003 relatif à la gestion financière des régies communales ;

Considérant que le budget de la régie foncière pour l'exercice 2025 n'est pas prêt à être soumis au vote du Conseil communal;

Considérant que ce budget sera présenté en avril au conseil communal mais qu'il faudra pourvoir à

certaines dépenses d'ici là;

Considérant que l'article 12 de l'arrêté susvisé permet de pourvoir aux dépenses du service ordinaire par douzièmes provisoires, dans la mesure où un crédit exécutoire est inscrit au budget 2024 pour ces dépenses ;

Considérant que frais de personnel, primes d'assurance et taxes peuvent également être pourvus par crédits provisoires sans être limités aux douzièmes;

Considérant que le même article permet de pourvoir par des crédits provisoires aux dépenses d'investissements approuvées au cours de l'exercice 2024;

Considérant que l'approbation du budget de la régie foncière au conseil communal du mois d'avril de l'année 2025 et le délai d'approbation du budget par la tutelle font que ce budget sera exécutoire au plus tôt en mai 2025 ;

DECIDE :

D'autoriser des crédits provisoires afin de pourvoir aux dépenses du service ordinaire de la régie foncière par douzièmes pour les mois de avril, mai et juin 2025;

D'autoriser des crédits provisoires afin de pourvoir aux dépenses liées aux projets d'investissements approuvés au cours de l'exercice 2024, détaillés à l'annexe 2 du budget 2024 de la régie foncière;

Que ces crédits seront utilisés conformément à l'article 12 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 novembre 2003 relatif à la gestion financière des régies communales.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

36 votants : 36 votes positifs.

Grondregie – Begroting 2025 – Toestemming om in bepaalde uitgaven te voorzien door middel van voorlopige kredieten

DE RAAD,

Gelet op de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten, inzonderheid artikel 3;

Gelet op artikel 12 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 november 2003 betreffende het financieel beheer van de gemeentebedrijven;

Overwegende dat de begroting van de Grondregie voor het dienstjaar 2025 niet klaar is om ter stemming aan de gemeenteraad te worden voorgelegd.

Overwegende dat deze begroting in april aan de gemeenteraad zal worden voorgelegd, maar dat tot dan in bepaalde uitgaven moet worden voorzien;

Overwegende dat artikel 12 van bovengenoemd besluit de mogelijkheid biedt te voorzien in uitgaven van de gewone dienst door middel van voorlopige twaalfden, voor zover voor deze uitgaven een uitvoerbaar krediet uitgetrokken is op de begroting van 2024;

Overwegende dat in personeelskosten, verzekeringspremies en belastingen ook door middel van voorlopige kredieten kan worden voorzien zonder beperkt te zijn tot twaalfden;

Overwegende dat hetzelfde artikel het mogelijk maakt door middel van voorlopige kredieten te voorzien in investeringsuitgaven die goedgekeurd werden tijdens het dienstjaar 2024;

Overwegende dat de goedkeuring van de begroting van de Grondregie door de gemeenteraad in april

2025 en de termijn voor de goedkeuring van de begroting door de toezichthoudende overheid betekenen dat deze begroting ten vroegste in mei 2025 uitvoerbaar zal zijn;

BESLIST:

In te stemmen met voorlopige kredieten om te voorzien in uitgaven van de gewone dienst van de Grondregie door middel van twaalfden voor de maanden april, mei en juni 2025;

In te stemmen met voorlopige kredieten om te voorzien in uitgaven in verband met investeringsprojecten die goedgekeurd werden tijdens het dienstjaar 2024, toegelicht in bijlage 2 van de begroting van de Grondregie voor 2024;

Dat deze kredieten zullen worden aangewend overeenkomstig artikel 12 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 november 2003 betreffende het financieel beheer van de gemeentebedrijven.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
36 stemmers : 36 positieve stemmen.

Propreté publique - Openbare netheid

11 Propreté publique – Sensibilisation à la propreté publique – Règlement relatif au concours " Les plus belles façades forestoises 2025 " – Approbation.

LE CONSEIL,

Vu l'article 135 §2 de la Nouvelle loi communale ;

Vu l'approbation du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de la stratégie « clean.brussels » en date du 10 novembre 2022 ;

Considérant que dans le cadre de cette stratégie, le service Propreté organise régulièrement des activités de sensibilisation visant à améliorer la propreté et la perception de la propreté tout en favorisant la participation citoyenne sur le territoire forestois ;

Considérant que les façades non entretenues participent au sentiment d'insécurité et influencent les actes de malpropreté ;

Considérant la campagne « Seuils de porte » précédemment organisée par le service Propreté publique visant à confectionner des couronnes de porte avec les forestois lors d'événements communaux ;

Considérant qu'un concours permettrait d'encourager l'embellissement des façades et des espaces visibles depuis la voie publique et de mettre en valeur notre Commune;

Considérant que le service Propreté publique souhaite encourager les initiatives qui contribuent à améliorer la qualité de vie des personnes présentes sur le territoire communal ;

Considérant le Mouvement Wake-Up Clean-Up initié par Bruxelles Propreté qui vise à soutenir les habitants qui s'engagent à ramasser les déchets sur la voie publique ;

Considérant la possibilité d'organiser un concours « Les plus belles façades forestoises 2025 » du 10 juin au 1 septembre 2025 ;

Considérant que le concours comporte trois catégories de façades, à savoir :

- Catégorie 1 « Appartements – balcons et terrasses » ;
- Catégorie 2 « Maisons unifamiliales » ;
- Catégorie 3 « Commerces et restaurants ».

Considérant les critères d'appréciations retenus sont les suivants :

- L'aspect esthétique général ;
- La présence de plantes et/ou fleurs ;
- Les décorations ajoutées telles que couronne de porte et autres attributs de saison ;
- La propreté du trottoir ;
- L'entretien de la porte et des châssis.

Considérant qu'il est nécessaire de fixer un cadre avec un règlement spécifique pour ce concours ;

Considérant que les participants devront compléter un bulletin d'inscription sur base du règlement spécifique à ce concours ;

Considérant que les candidatures seront analysées par un jury de sélection composé de trois membres du service Propreté publique ainsi que des citoyens présents lors de la journée de la propreté en septembre 2025 ;

Considérant que chaque membre du jury aura la possibilité d'attribuer un vote par critère d'appréciation pour chaque catégorie de façade ;

Considérant la volonté de récompenser les gagnants du concours ainsi que les habitants ayant participé au Wake-Up Clean-Up avec des goodies existant au service propreté publique ;

Considérant que le service Propreté proposera à diverses sociétés de sponsoriser l'événement en offrant des lots afin de récompenser les habitants s'étant engagés pour la propreté en 2025 ;

Considérant qu'en cas de refus des sponsors le service Propreté a la capacité de récompenser les gagnants du concours avec les objets publicitaires déjà en sa possession et les cadeaux non distribués l'année dernière.

DECIDE :

D'adopter le règlement ci-joint relatif au concours « Les plus belles façades forestoises 2025 » ;

De charger le service Propreté publique de l'exécution de celui-ci ;

De charger le service Propreté publique de contacter des sociétés en vue d'un partenariat pour les cadeaux à remettre aux lauréats.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

36 votants : 36 votes positifs.

Openbare netheid – Sensibilisering openbare netheid – Reglement betreffende de wedstrijd "De mooiste Vorstse gevels 2025" – Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op artikel 135 §2 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de goedkeuring van de strategie "clean.brussels" door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering op 10 november 2022;

Overwegende dat de dienst Netheid in het kader van deze strategie regelmatig sensibiliseringsactiviteiten organiseert om de netheid en de perceptie van netheid te verbeteren en tegelijkertijd de burgerparticipatie in Vorst te bevorderen;

Overwegende dat niet-onderhouden gevels het onveiligheidsgevoel versterken en een invloed hebben op de vervuiling;

Overwegende de campagne "Deurdrempels" die eerder werd georganiseerd door de dienst Openbare Netheid en die tot doel had om samen met de inwoners van Vorst deurkransen te maken tijdens gemeentelijke evenementen;

Overwegende dat een wedstrijd het mogelijk zou maken om de verfraaiing van gevels en ruimten die zichtbaar zijn vanaf de openbare weg aan te moedigen en om onze gemeente in de kijker te zetten;

Overwegende dat de dienst Openbare Netheid initiatieven wil aanmoedigen die bijdragen tot de verbetering van de levenskwaliteit van de inwoners van de gemeente;

Overwegende de Wake-up Clean-up op initiatief van Net Brussel met als doel inwoners te ondersteunen die zich engageren om afval op de openbare weg op te ruimen;

Overwegende de mogelijkheid om een wedstrijd "De mooiste Vorstse gevels 2025" te organiseren van 10 juni tot 1 september 2025;

Overwegende dat de wedstrijd drie gevelcategorieën omvat, namelijk:

- Categorie 1 "Appartementen – balkons en terrassen";
- Categorie 2 "Eengezinswoningen";
- Categorie 3 "Handelszaken en restaurants".

Overwegende dat de geselecteerde beoordelingscriteria de volgende zijn:

- Het algemeen esthetisch uitzicht;
- De aanwezigheid van planten en/of bloemen;
- Toegevoegde decoraties zoals deurkransen en andere seizoensgebonden attributen;
- De netheid van het trottoir;
- Het onderhoud van de deur en de ramen.

Overwegende dat het noodzakelijk is om een kader met een specifiek reglement voor deze wedstrijd vast te leggen;

Overwegende dat de deelnemers een deelnameformulier moeten invullen op basis van het specifieke reglement voor deze wedstrijd;

Overwegende dat de inzendingen zullen worden beoordeeld door een selectiejury bestaande uit drie personeelsleden van de dienst Openbare Netheid en burgers die aanwezig zijn op de Dag van de Netheid in september 2025;

Overwegende dat elk jurylid één stem kan uitbrengen per beoordelingscriterium voor elke gevelcategorie;

Overwegende dat de winnaars van de wedstrijd en de inwoners die hebben deelgenomen aan de Wake-up Clean-up zullen worden beloond met goodies van de dienst Openbare Netheid;

Overwegende dat de dienst Netheid aan verschillende firma's zal vragen het evenement te sponsoren door prijzen aan te bieden om de inwoners te belonen die zich in 2025 voor netheid hebben ingezet;

Als de sponsors weigeren, kan de dienst Netheid de winnaars van de wedstrijd belonen met de promotieartikelen die al in haar bezit zijn en de geschenken die vorig jaar niet zijn uitgedeeld.

BESLIST

Het bijgevoegde reglement met betrekking tot de wedstrijd "De mooiste Vorstse gevels 2025" aan te nemen;

De dienst Openbare Netheid te gelasten het reglement uit te voeren;

De dienst Openbare Netheid te gelasten contact op te nemen met firma's met het oog op een samenwerking voor de uit te reiken prijzen aan de winnaars.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
36 stemmers : 36 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

EDUCATION, CULTURE, SPORTS - EDUCATIE, CULTUUR, SPORT

Instruction publique - Openbaar onderwijs

13 **Instruction Publique – Ecole Les Sept Bonniers – Convention de partenariat dans le cadre de du projet « Enfants CAPables » – asbl Garance – De mars à mai 2025 – Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale ;

Vu le décret du 27 avril 2023 relatif à l'amélioration du climat scolaire et à la prévention du harcèlement et du cyberharcèlement ;

Considérant que celui-ci met en avant la stratégie « favoriser le bien-être à l'école » ;

Considérant que l'école Les Sept Bonniers, située avenue des Sept Bonniers 210 à 1190 Forest a choisi l'asbl Garance, située rue Royale 55 à 1000 Bruxelles, représentée par Mme Laura Chaumont en tant que partenaire pour le projet "Enfants CAPables";

Considérant que le partenariat vise à soutenir l'objectif suivant : Organisation d'ateliers à destination des parents, des enseignants, des accueillants et des enfants en vue de construire une culture commune de la prévention au sein des adultes et enfants de l'école et de permettre de visibiliser l'ampleur des violences commises envers les enfants et leur donner des outils concrets afin qu'ils puissent se positionner en tant qu'adulte de confiance pour les enfants ;

Considérant qu'une convention de partenariat est proposée en annexe, entre la Commune de Forest et l'asbl Garance ;

Considérant que ce partenariat n'engage aucun frais, mais doit être confirmé par une convention ;

DECIDE :

D'approuver la convention jointe en annexe concernant le projet "Enfants CAPables" pour l'école Les

Sept Bonniers, située avenue des Sept Bonniers 210 à 1190 Forest, avec l'asbl Garance, située rue Royale 55 à 1000 Bruxelles.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
36 votants : 36 votes positifs.

Openbaar Onderwijs – School Les Sept Bonniers – Partnerschapsovereenkomst in het kader van het project "Enfants CAPables" – asbl Garance – Van maart tot mei 2025 – Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap van 27 april 2023 betreffende de verbetering van het schoolklimaat en het voorkomen van pesten en cyberpesten;

Overwegende dat de strategie van de bevordering van het welzijn op school er vooropstaat;

Overwegende dat de school Les Sept Bonniers, Zevenbunderslaan 210 te 1190 Vorst, heeft gekozen om samen te werken met asbl Garance, Koningsstraat 55 te 1000 Brussel, rond het project "Enfants CAPables";

Overwegende dat de samenwerking het volgende doel heeft: Organisatie van workshops voor ouders, leerkrachten, opvangmedewerkers en kinderen om een gemeenschappelijke preventiecultuur op te bouwen onder volwassenen en de kinderen op de school, en bewustmaking van de omvang van het geweld tegen de kinderen en concrete hulpmiddelen aanreiken om zich op te stellen als volwassen vertrouwenspersoon voor de kinderen;

Overwegende dat hiervoor de bijgesloten partnerschapsovereenkomst wordt voorgesteld tussen de Gemeente Vorst en de vzw Garance;

Overwegende dat deze samenwerking geen enkele kost vertegenwoordigt voor de gemeente maar in een overeenkomst moet worden bevestigd;

BESLIST,

De bijgesloten samenwerkingsovereenkomst met asbl Garance, Koningsstraat 55 te 1000 Brussel, met betrekking tot het project "Enfants CAPables" voor de school Les Sept Bonniers, Zevenbunderslaan 210 te 1190 Vorst, goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
36 stemmers : 36 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN

Marchés publics pour Travaux - Overheidsopdrachten voor werken

- 14 **Marchés publics – MP-2024-T-016 – Réaménagement de l’avenue de la Verrerie – Révision du mode de financement de la tranche ferme.**

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance du 16 juillet 1998 concernant l'octroi de subsides destinés à encourager la réalisation d'investissements d'intérêt public relatifs aux espaces publics, aux bâtiments et à l'assainissement sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu les arrêtés d'exécution de ladite ordonnance datés également du 16 juillet 1998, en particulier celui relatif aux modalités de présentation du programme triennal d'investissements ainsi que celui qui détermine les initiatives d'intérêt régional susceptibles d'émarguer à la dotation triennale du développement et les projets d'investissements susceptibles d'être subsidiés à taux majorés ;

Considérant que la quote-part de la dotation triennale allouée à la commune pour les années 2022-2024 est de 944.471,00 € ;

Vu la délibération du Conseil Communal en sa séance du 18 octobre 2022 décidant :

- D'arrêter le programme triennal d'investissements pour les années 2022-2024, compte tenu de la quote-part de 944.471,00 € attribuée à la commune par la dotation régionale ;
- D'affecter la dotation triennale d'investissement issue du programme triennal d'investissement 2022-2024 au Réaménagement de l'avenue de la Verrerie 2ème partie (entre Neerstalle et Fléron) et rue Bonnes-Mères - Budget tels que mentionné dans le programme triennal d'investissements joint au dossier et d'inscrire les deux autres projets en réserve ;

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 §1 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu le décret et l'ordonnance du 16 mai 2019 de la Région de Bruxelles Capitale, de la Commission Communautaire Commune et de la Commission Communautaire Française concernant la publicité des administrations des institutions bruxelloises ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 36 et l'article 57 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant que ce marché est divisé en tranches :

- * Tranche ferme : Voirie axe principal (Estimé à 1.097.199,10 € HTVA, 15% révision des prix comprises ou 1.327.610,91 €, TTC) ;
- * Tranche conditionnelle 1 : TC1 Clos (Estimé à 254.169,26 € HTVA, 15% révision des prix comprises ou 307.544,80 €, TTC) ;
- * Tranche conditionnelle 2 : TC2 Mobilier (Estimé à 78.312,70 € HTVA, 15% révision des prix comprises ou 94.758,37 €, TTC) ;
- * Tranche conditionnelle 3: TC3 Plantations (Estimé à 168.610,55 € HTVA, 15% révision des prix comprises ou 204.018,77 €, TTC) ;

Considérant que les travaux relatifs à la tranche ferme (Voirie axe principal) comportent deux parties distinctes financés sur des articles budgétaires distincts :

- les travaux de voirie proprement dit, estimé à 1.033.057,85 € HTVA, 15% révision des prix comprises ou 1.250.000,00 €, TTC ;
- la partie « Ludicité », estimé à 64.141,25 € HTVA, 15% révision des prix comprises ou 77.610,91 €, TTC ;

Considérant qu'en application de l'article 38 de l'arrêté royal du 14 janvier 2013, les documents du marché prévoient une clause de réexamen portant sur la réalisation du tronçon supplémentaire, non prévu dans le descriptif actuel, allant du square Toinon à la rue Louis Lumière. Ce tronçon d'une surface de 1.286 m² est estimé à 500.000, 00 € TTC. Cette modification serait apportée au cas où de nouveaux financements seraient octroyés durant la période d'exécution des travaux et viendraient augmenter le budget disponible ;

Considérant que le montant estimé global de ce marché s'élève à € 2.011.514,75 hors TVA, 15% révision des prix et clause de réexamen compris, soit € 2.433.932,85, TTC ;

Vu la décision du conseil communal du 16 décembre 2024 de revoir le montant de l'estimation et de le porter à :

* Tranche ferme : Voirie axe principal (Estimé à 1.039.953,93 € HTVA, 9% révision des prix comprises ou 1.258.344,25 €, TTC).

- Les travaux de voirie proprement dit sont estimés à 979.159,18 € HTVA, 9% révision des prix comprises ou 1.184.782,60 €, TTC ;

- la partie « Ludicité » est estimée à 60.794,75 € HTVA, 9% révision des prix comprises ou 73.561,65 €, TTC ;

* Tranche conditionnelle 1 : TC1 Clos (Estimé à 246.371,11 € HTVA, 9% révision des prix comprises ou 298.109,04 €, TTC) ;

* Tranche conditionnelle 2 : TC2 Mobilier (Estimé à 74.226,82 € HTVA, 9% révision des prix comprises ou 89.814,45 €, TTC) ;

* Tranche conditionnelle 3: TC3 Plantations (Estimé à 159.813,48 € HTVA, 9% révision des prix comprises ou 193.374,31 €, TTC) ;

Considérant que le montant réestimé global de ce marché s'élève à € 1.933.588,47 hors TVA, 9% révision des prix et clause de réexamen compris, soit € 2.339.642,05, TTC ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestres et Echevins du 19 décembre 2024 d'attribuer le marché "Réaménagement de l'avenue de la Verrerie" au soumissionnaire ayant remis l'offre régulière économiquement la plus avantageuse (sur base du prix), soit VIABUILD, Gansbroekstraat 70 à 2870 Puurs-Sint-Amands pour le montant d'offre contrôlé et corrigé de € 1.209.291,49 hors TVA ou € 1.463.242,70, 21% TVA comprise, soit € 1.594.934,54 TTC :

* Tranche ferme : Voirie axe principal

Montant d'attribution : € 838.596,42 hors TVA ou € 1.014.701,67, 21% TVA comprise, soit € 1.106.024,82 TTC :

- Travaux de voirie proprement dit (€ 802.149,25 HTVA ou € 970.600,60 21% TVAC ou € 1.057.954,65, TTC ;

- Partie « Ludicité » (36.447,17 € HTVA ou 44.101,08 € 21% TVAC ou 48.070,17 € TTC)

* Tranche conditionnelle : TC1 Clos

Montant d'attribution : € 226.133,23 hors TVA ou € 273.621,21, 21% TVA comprise, soit € 298.247,12 TTC

* Tranche conditionnelle : TC2 Mobiliers

Montant d'attribution : € 40.348,72 hors TVA ou € 48.821,95, 21% TVA comprise, soit € 53.215,93 TTC

* Tranche conditionnelle : TC3 Plantations ;

Montant d'attribution : € 104.213,11 hors TVA ou € 126.097,87, 21% TVA comprise, soit € 137.446,68 TTC ;

Considérant que le crédit permettant la dépense relative à la tranche ferme est inscrit à l'article 421/731-60/30 (travaux de voirie proprement dit) ainsi qu'à l'article 93012/721-60/95 (partie « Ludicité ») du service extraordinaire du budget de l'exercice 2024 ;

Considérant que le mode de financement prévoyait initialement un subside de Bruxelles Pouvoirs Locaux accordé dans le cadre du plan triennal d'investissements 2022-2024 d'un montant de 944.471,00 € TTC (article de recette 421/665-52/30 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2024) ainsi qu'un subside à 100% sur la partie « Ludicité » accordé dans le cadre de la Politique de la Ville 2021-2025 (article de recette 93012/995-52/95), le solde de la dépense étant financé par un emprunt à charge de la commune ;

Vu le courrier de Bruxelles Pouvoirs Locaux du 3 février 2025 arrêtant le montant définitif du subside accordé dans le cadre du plan triennal d'investissements 2022-2024 ;

Considérant que le montant du subside octroyé par Bruxelles Pouvoirs Locaux s'élève finalement à 873.540,53 € ;

Considérant que la partie non subsidiée par BPL de 70.930,00 € (944.471,00 € - 873.540,53 €) peut être compensée par un subside à 100% accordé dans le cadre du Contrat de Quartier 2 Cités (pour l'étude de l'avenue de la Verrerie et le projet Squarebeek), projet en lien physique direct avec le réaménagement de l'avenue de la Verrerie (article de recette 93011/995-52/92), le projet Verrerie réalisant une petite partie des squares appartenant anciennement au Foyer du Sud ;

DECIDE:

Art. 1 : De revoir le mode de financement de la tranche ferme.

Art. 2 : De compenser la partie non subsidiée par BPL de 70.930,00 € par un subside à 100% accordé dans le cadre du Contrat de Quartier 2 Cités (article de recette 93011/995-52/92).

Art. 3 : De financer la dépense relative à la tranche ferme de la façon suivante :

- subside de Bruxelles Pouvoirs Locaux accordé dans le cadre du plan triennal d'investissements 2022-2024 d'un montant de 873.540,53 € TTC (article de recette 421/665-52/30),
 - subside à 100% d'un montant de 70.930,00 € accordé dans le cadre du Contrat de Quartier 2 Cités (article de recette 93011/995-52/92),
 - subside à 100% d'un montant de 48.070,17 € sur la partie « Ludicité » accordé dans le cadre de la Politique de la Ville 2021-2025 (article de recette 93012/995-52/95),
- le solde de la dépense étant financé par un emprunt à charge de la commune.

Art. 4 : De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

36 votants : 36 votes positifs.

Overheidsopdrachten – MP-2024-T-016 – Heraanleg van de Glasblazerijlaan – Herziening van de financieringswijze van het vast gedeelte.

DE RAAD,

Gelet op de ordonnantie van 16 juli 1998 betreffende de toekenning van subsidies om investeringen van openbaar nut betreffende de openbare ruimten, de gebouwen en de sanering op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan te moedigen;

Gelet op de uitvoeringsbesluiten van voormelde ordonnantie, eveneens van 16 juli 1998, in het bijzonder het besluit tot bepaling van de wijze van voorstelling van het driejarig investeringsprogramma evenals het besluit houdende de bepaling van de initiatieven van gewestelijk belang die in aanmerking kunnen komen voor de driejarige ontwikkelingsdotatie en van de investeringsprojecten die in aanmerking kunnen komen voor verhoogde subsidiëringspercentages;

Overwegende dat het aandeel van de driejarige dotatie toegekend aan de gemeente 944.471,00 € bedraagt voor de jaren 2022-2024;

Gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad in zijn zitting van 18 oktober 2022, waarbij werd beslist:

- Het driejarige investeringsprogramma voor de jaren 2022-2024 vast te stellen, rekening houdend met het aandeel van 944.471,00 € toegekend aan de gemeente via de gewestdotatie;
- De investeringsdotatie uit het driejarig investeringsprogramma 2022-2024 toe te wijzen aan de herinrichting van het tweede deel van de Glasblazerijlaan (tussen Neerstalle en Fléron) en de GoedeMoederstraat - Begroting zoals vermeld in het driejarig investeringsprogramma dat bij het dossier is gevoegd, en de twee andere projecten in de reserve te plaatsen;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, inzonderheid artikel 234 §1 betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;

Gelet op het decreet en de ordonnantie van 16 mei 2019 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de openbaarheid van bestuur bij de Brusselse instellingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 36 en artikel 57;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende dat deze opdracht opgesplitst is:

* Vast gedeelte: Hoofdweg (Geraamd op 1.097.199,10 € excl. btw, 15% prijsherziening inbegrepen of 1.327.610,91 €, alle belastingen inbegrepen);

* Voorwaardelijk gedeelte 1: VG1 Doodlopende straat (Geraamd op 254.169,26 € excl. btw, 15% prijsherziening inbegrepen of 307.544,80 €, alle belastingen inbegrepen);

* Voorwaardelijk gedeelte 2: VG2 Meubilair (Geraamd op 78.312,70 € excl. btw, 15% prijsherziening inbegrepen of 94.758,37 €, alle belastingen inbegrepen);

* Voorwaardelijk gedeelte 3: VG3 Beplanting (Geraamd op 168.610,55 € excl. btw, 15% prijsherziening inbegrepen of 204.018,77 €, alle belastingen inbegrepen);

Overwegende dat de werkzaamheden met betrekking tot het vaste gedeelte (Hoofdweg) uit twee afzonderlijke delen bestaan die worden gefinancierd via verschillende begrotingsartikelen:

- de eigenlijke wegenwerken, geraamd op 1.033.057,85 € excl. btw, 15% prijssherziening inbegrepen of 1.250.000,00 €, alle belastingen inbegrepen;
- het deel "Speelvoorzieningen", geraamd op 64.141,25 € excl. btw, 15% prijssherziening inbegrepen of 77.610,91 €, alle belastingen inbegrepen;

Overwegende dat in toepassing van artikel 38 van het koninklijk besluit van 14 januari 2013 de opdrachtdocumenten voorzien in een herzieningsclausule met betrekking tot de uitvoering van het bijkomende stuk, dat niet voorzien is in de huidige beschrijving en loopt van de Toinonsquare tot de Louis Lumièrestraat. Dit stuk met een oppervlakte van 1.286 m² wordt geraamd op 500.000,00 €, alle belastingen inbegrepen. Deze wijziging zou worden doorgevoerd indien tijdens de periode van uitvoering van de werkzaamheden nieuwe financiering zou worden toegekend en het beschikbare budget zou worden verhoogd;

Overwegende dat de globale raming van deze opdracht 2.011.514,75 € excl. btw (15% prijssherziening en herzieningsclausule inbegrepen) bedraagt of 2.433.932,85 €, alle belastingen inbegrepen;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 16 december 2024 tot herziening naar boven van het bedrag van de raming het te brengen op:

* Vast gedeelte: Hoofdweg (Geraamd op 1.039.953,93 € excl. btw, 9% prijssherziening inbegrepen of 1.258.344,25 €, alle belastingen inbegrepen).

- De eigenlijke wegenwerken worden geraamd op 979.159,18 € excl. btw, 9% prijssherziening inbegrepen of 1.184.782,60 €, alle belastingen inbegrepen;

- Het deel "Speelvoorzieningen" wordt geraamd op 60.794,75 € excl. btw, 9% prijssherziening inbegrepen of 73.561,65 €, alle belastingen inbegrepen;

* Voorwaardelijk gedeelte 1: VG1 Doodlopende straat (Geraamd op 246.371,11 € excl. btw, 9% prijssherziening inbegrepen of 298.109,04 €, alle belastingen inbegrepen);

* Voorwaardelijk gedeelte 2: VG2 Meubilair (Geraamd op 74.226,82 € excl. btw, 9% prijssherziening inbegrepen of 89.814,45 €, alle belastingen inbegrepen);

* Voorwaardelijk gedeelte 3: VG3 Beplanting (Geraamd op 159.813,48 € excl. btw, 9% prijssherziening inbegrepen of 193.374,31 €, alle belastingen inbegrepen);

Overwegende dat de herziene globale raming van deze opdracht 1.933.588,47 € excl. btw (9% prijssherziening en herzieningsclausule inbegrepen) bedraagt of 2.339.642,05 €, alle belastingen inbegrepen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 19 december 2024 betreffende de gunning van de opdracht "Heraanleg van de Glasblazerijlaan" aan de economisch meest voordelige regelmatige bieder (op basis van de prijs), zijnde VIABUILD, Gansbroekstraat 70 te 2870 Puurs-Sint-Amands tegen het nagerekende en verbeterde offertebedrag van 1.209.291,49 € excl. btw of 1.463.242,70 €, incl. 21% btw of 1.594.934,54 €, alle belastingen inbegrepen:

* Vast gedeelte: Hoofdweg

Gunningsbedrag: 838.596,42 € excl. btw of 1.014.701,67 €, incl. 21% btw of 1.106.024,82 €; alle belastingen inbegrepen:

- De eigenlijke wegenwerken (802.149,25 € excl. btw of 970.600,60 €, incl. 21% btw of 1.057.954,65 €, alle belastingen inbegrepen);

- Deel "Speelvoorzieningen" (36.447,17 € excl. btw of 44.101,08 €, incl. 21% btw of 48.070,17 €, alle belastingen inbegrepen);

* Voorwaardelijk gedeelte: VG1 Doodlopende straat

Gunningsbedrag: 226.133,23 € excl. btw of 273.621,21 €, incl. 21% btw of 298.247,12 €, alle belastingen inbegrepen

* Voorwaardelijk gedeelte: VG2 Meubilair

Gunningsbedrag: 40.348,72 € excl. btw of 48.821,95 €, incl. 21% btw of 53.215,93 €, alle belastingen inbegrepen

* Voorwaardelijk gedeelte: VG3 Beplanting

Gunningsbedrag: 104.213,11 € excl. btw of 126.097,87 €; incl. 21% btw of 137.446,68 €, alle belastingen inbegrepen;

Overwegende dat het krediet dat de uitgave met betrekking tot het vaste gedeelte mogelijk maakt, ingeschreven is op artikel 421/731-60/30 (eigenlijke wegenwerken) en op artikel 93012/721-60/95 (deel "Speelvoorzieningen") van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2024;

Overwegende dat de voorziene financieringswijze oorspronkelijk voorzag in een subsidie van Brussel Plaatselijke Besturen, toegekend in het kader van het driejarig investeringsprogramma 2022-2024, die 944.471,00 € bedraagt, alle belastingen inbegrepen (artikel van ontvangst 421/665-52/30 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2024), en een subsidie van 100% op het deel "Speelvoorzieningen" toegekend in het kader van het Stadsbeleid 2021-2025 (artikel van ontvangst 93012/995-52/95), waarbij het saldo van de uitgave wordt gefinancierd door een lening ten laste van de gemeente;

Gelet op de brief van Brussel Plaatselijke Besturen van 3 februari 2025 waarin het definitieve bedrag wordt vastgesteld van de subsidie toegekend in het kader van het driejarig investeringsprogramma 2022-2024;

Overwegende dat het bedrag van de door Brussel Plaatselijke Besturen toegekende subsidie uiteindelijk 873.540,53 € bedraagt;

Overwegende dat het niet door BPB gesubsidieerde gedeelte van 70.930,00 € (944.471,00 € - 873.540,53 €) kan worden gecompenseerd door een subsidie van 100% toegekend in het kader van het Wijkcontract 2 Cités (voor de studie van de Glasblazerijlaan en het Squarebeek-project), een project dat fysiek rechtstreeks in verbinding staat met de heraanleg van de Glasblazerijlaan (artikel van ontvangst 93011/995-52/92), waarbij het project Glasblazerijlaan betrekking heeft op een klein deel van de pleinen die vroeger toebehoorden aan de Zuiderhaard;

BESLIST

Art. 1: De financieringswijze van het vaste gedeelte te herzien.

Art. 2: Het niet door BPB gesubsidieerde gedeelte van 70.930,00 € te compenseren door een subsidie van 100% toegekend in het kader van het Wijkcontract 2 Cités (artikel van ontvangst 93011/995-52/92).

Art. 3: De uitgave met betrekking tot het vaste gedeelte als volgt te financieren:

- subsidie van Brussel Plaatselijke Besturen toegekend in het kader van het driejarig investeringsprogramma 2022-2024 voor een bedrag van 873.540,53 €, alle belastingen inbegrepen (artikel van ontvangst 421/665-52/30),
- subsidie van 100% voor een bedrag van 70.930,00 € toegekend in het kader van het Wijkcontract 2 Cités (artikel van ontvangst 93011/995-52/92),
- subsidie van 100% voor een bedrag van 48.070,17 € voor het deel "Speelvoorzieningen" toegekend in het kader van het Stadsbeleid 2021-2025 (artikel van ontvangst 93012/995-52/95), waarbij het saldo van de uitgave wordt gefinancierd door een lening ten laste van de gemeente.

Art. 4: Deze beraadslaging over te maken aan de toezichthoudende overheid met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

15 **Marchés publics - MP-2024-S-023 – École « Les Marronniers » : Mission d'étude et de suivi d'exécution en techniques spéciales pour les travaux de rénovation lourde – Marché à tranches : Tranche Ferme (Phases 1 et 2) et Tranche Conditionnelle (Phases 3 et 4) – Retrait de la décision du 30 décembre 2024 relative à l'approbation de l'attribution- Arrêt de la procédure.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 §1 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu le décret et l'ordonnance du 16 mai 2019 de la Région de Bruxelles Capitale, de la Commission Communautaire Commune et de la Commission Communautaire Française concernant la publicité des administrations des institutions bruxelloises ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment les articles 36 et 57;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administratives sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu le cahier des charges N° MP-2024-S-023 relatif au marché “École Les Marronniers : Mission d'étude et de suivi d'exécution en techniques spéciales pour les travaux de rénovation lourde” établi par le Département Travaux Publics - Bâtiments Communaux ;

Vu la décision du Conseil Communal du 10 septembre 2024 approuvant les conditions, le montant estimé initial et la procédure de passation (procédure ouverte) de ce marché ;

Vu la décision du Conseil Communal du 16 décembre 2024 revoyant l'estimation du marché et la portant à :

- Tranche ferme (Phases 1 et 2) : € 260.909,10 hors TVA (5 % révision des prix comprise), € 315.700,01, 21% TTC ;
- Tranche conditionnelle : (Phases 3 et 4) : € 156.446,28 hors TVA (5 % révision des prix comprise) ou € 189.300,00, 21% TTC ;
- Le montant estimé total : € 417.355,38 hors TVA (5 % révision des prix comprise) ou € 505.000,00, 21% TTC ;

Vu l'arrêté ministériel de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 février 2025 relatif à la suspension de l'exécution de la décision d'attribution du Collège des bourgmestre et échevins du 30 décembre 2024 ;

Considérant que les raisons de la suspension sont notamment liées au choix des sous-critères du critère d'attribution « Prix » ainsi qu'à l'analyse des références effectivement reçues par rapport aux exigences fixées au sein du critère de sélection qualitative y afférent;

Considérant que la Commune de Forest dispose de 40 jours à dater de la réception de l'arrêté de suspension pour justifier ou retirer l'acte suspendu ;

Considérant qu'il est proposé de retirer la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 30 décembre 2024 ;

DECIDE,

Art. 1 : De retirer la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 30 décembre 2024 relative à l'approbation de l'attribution suite à la réception de l'arrêté ministériel de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 février 2025 relatif à la suspension de son exécution.

Art. 2 : De relancer dans les meilleurs délais un marché ayant pour objet « École « Les Marronniers » : Mission d'étude et de suivi d'exécution en techniques spéciales pour les travaux de rénovation lourde ».

Art. 3 : D'avertir les soumissionnaires par écrit de cette décision.

Art. 4 : De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle

générale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
36 votants : 36 votes positifs.

Overheidsopdrachten - MP-2024-S-023 - School “Les Marronniers”: Studieopdracht en opvolging van de uitvoering inzake speciale technieken voor grote renovatiewerken – Opdracht in gedeelten: Vast gedeelte (Fasen 1 en 2) en Voorwaardelijk gedeelte (Fasen 3 en 4) – Intrekking van de beslissing van 30 december 2024 betreffende de goedkeuring van de gunning – Stopzetting procedure.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, inzonderheid artikel 234 §1 betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad, en latere wijzigingen;

Gelet op het decreet en ordonnantie van 16 mei 2019 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de openbaarheid van bestuur bij de Brusselse instellingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikelen 36 en 57;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 tot organisatie van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het bestek met nr. MP-2024-S-023 betreffende de opdracht “School Les Marronniers: studieopdracht en opvolging van de uitvoering inzake speciale technieken voor grote renovatiewerken” opgesteld door het Departement Openbare Werken - Gemeentegebouwen;

Gelet op de beslissing van de gemeenteraad van 10 september 2024 betreffende de goedkeuring van de lastvoorwaarden, de oorspronkelijke raming en de gunningsprocedure van deze opdracht, met name de openbare procedure;

Gelet op de beslissing van de gemeenteraad van 16 december 2024 om de raming van de opdracht te herzien tot:

- Vast gedeelte (Fasen 1 en 2): € 260.909,10 excl. btw (5 % prijsherziening inbegrepen) of € 315.700,01, 21% alle belastingen inbegrepen;
- Voorwaardelijk gedeelte (Fasen 3 en 4): € 156.446,28 excl. btw (5% prijsherziening inbegrepen) of € 189.300,00, 21% alle belastingen inbegrepen;
- Totaal geraamd bedrag: € 417.355,38 excl. btw (5% prijsherziening inbegrepen) of € 505.000,00, 21% alle belastingen inbegrepen;

Gelet op het ministerieel besluit van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 21 februari 2025 betreffende de schorsing van de uitvoering van de beslissing betreffende de gunning van het College van Burgemeester en Schepenen van 30 december 2024;

Overwegende dat de redenen voor de opschorting met name verband houden met de keuze van de subcriteria voor het gunningscriterium “Prijs” en met de analyse van de daadwerkelijk ontvangen referenties ten opzichte van de eisen die zijn opgenomen in het desbetreffende kwalitatieve selectiecriteria;

Overwegende dat de Gemeente Vorst over 40 dagen beschikt, te rekenen vanaf de ontvangst van het schorsingsbesluit, om de geschorste akte te rechtvaardigen of in te trekken;

Overwegende dat er wordt voorgesteld de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 30 december 2024 in te trekken;

BESLIST

Art. 1: De beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 30 december 2024 betreffende de goedkeuring van de gunning in te trekken vanwege de ontvangst van het ministerieel besluit van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 21 februari 2025 betreffende de schorsing van haar uitvoering.

Art. 2: Zo spoedig mogelijk opnieuw een opdracht uit te schrijven betreffende “School “Les

Marronniers”: Studieopdracht en opvolging van de uitvoering inzake speciale technieken voor grote renovatiewerken”.

Art. 3: De inschrijvers schriftelijk op de hoogte te brengen van deze beslissing.

Art 4: Deze beraadslaging over te maken aan de toezichthoudende overheid met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
36 stemmers : 36 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

16 **Marchés publics – MP-2025-T-002 – Nouvelle infrastructure légère et démontable sur le site de Forest –Domaine – Approbation des conditions et de la procédure de passation.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 §1 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu le décret et l’ordonnance du 16 mai 2019 de la Région de Bruxelles Capitale, de la Commission Communautaire Commune et de la Commission Communautaire Française concernant la publicité des administrations des institutions bruxelloises ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l’article 41, §1, 2° (le montant estimé HTVA ne dépasse pas le seuil de € 750.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant que les terrains de tennis couvert sur le site de Forest-Domaine sont équipés de machinerie de chauffage excessivement consommatrices en énergie ;

Considérant que le projet prévoit la démolition d’une des infrastructures couvertes existantes et son remplacement par une nouvelle structure gonflable ;

Considérant qu’il faudra également procéder à des travaux de fondations, rénovation des caniveaux et des murs de soutènement pour la mise à niveau du site ainsi qu’à l’installation de nouveaux éclairages

et de groupes de pulsion ;

Considérant que cette modification permettra également de répondre à une demande croissante d'utilisation du site, tant en hiver qu'en été ;

Vu le cahier des charges N° MP-2025-T-002 relatif au marché "Nouvelle infrastructure légère et démontable sur le site de Forest-Domaine" établi par le Département Travaux Publics ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève € 371.900,00 hors TVA et 10% de révision comprise ou à € 450.000,00, TTC ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée directe avec publication préalable ;

Considérant que la part des travaux portant sur la rénovation des fondations, des caniveaux et des murs de soutènement pour la mise à niveau du site est éligible à l'octroi d'un prêt FRBRTC, boulevard du Jardin Botanique, 20 à 1035 Ministère de la Région Bruxelles Capitale, et que le montant estimé s'élève à € 147.375,26 (article de recette 764/961-51/ - /22);

Considérant que, sous réserve d'approbation du budget, le crédit permettant cette dépense sera inscrit à l'article 764/722-60/ - /64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2025 ;

DECIDE:

Art 1 : D'approuver le cahier des charges N° MP-2025-T-002 et le montant estimé du marché "Nouvelle infrastructure légère et démontable sur le site de Forest-Domaine", établis par le Département Travaux Publics. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à € 371.900,00 hors TVA et 10% de révision comprise ou à € 450.000,00, TTC

Art 2 : De passer le marché par la procédure négociée directe avec publication préalable.

Art 3 : De compléter, d'approuver et d'envoyer l'avis de marché au niveau national.

Art 4 : De ne pas diviser le marché en lots pour des raisons liées à la nature du marché (travaux de terrassement et de pose d'une structure amovible dont les éléments structurels sont directement liés au type de structure amovible proposée par l'adjudicataire), à la difficulté d'obtenir la garantie de plusieurs adjudicataires devant travailler sur le même ouvrage, à la bonne exécution du marché :

- l'allotissement rendrait difficile la détermination des responsabilités en cas d'affaissement, de malfaçon ou de dégradation des sous-couches ou des fondations ;
- l'allotissement augmenterait significativement les coûts d'installation de chantier ;

Art 5 : D'inscrire la dépense à l'article 764/722-60/ - /64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2025, sous réserve d'approbation du budget.

Art 6 : De financer une partie des couts par un prêt du Fonds régional bruxellois de refinancement des trésoreries communale (FRBRTC) d'un montant estimé de € 147.375,26 € (article de recette 764/961-51/22 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2025), le solde par un emprunt à charge de la commune ;

Art 7 : De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

36 votants : 36 votes positifs.

Overheidsopdrachten – MP-2025-T-002 – Nieuwe lichtgewicht, demonteerbare infrastructuur op de site van Forest Domaine – Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, inzonderheid artikel 234 §1 betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;

Gelet op het decreet en ordonnantie van 16 mei 2019 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de openbaarheid van bestuur bij de Brusselse instellingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 41, §1, 2° (het geraamde bedrag excl. btw overschrijdt de drempel van € 750.000,00 niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende dat de overdekte tennisbanen op de site van Forest Domaine zijn uitgerust met energievervlindende verwarmingsmachines;

Overwegende dat het project bestaat uit de sloop van een van de bestaande overdekte infrastructuren en de vervanging ervan door een nieuwe opblaasbare structuur;

Overwegende het feit dat er ook funderingswerkzaamheden moeten worden uitgevoerd, goten en steunmuren moeten worden vernieuwd om de site te upgraden en nieuwe verlichting en aandrijfgroepen moeten worden geïnstalleerd;

Overwegende dat deze aanpassing het ook mogelijk zal maken om te voldoen aan de groeiende vraag naar gebruik van de site, zowel in de winter als in de zomer;

Gelet op het bestek met nr. MP-2025-T-002 opgesteld in het kader van de opdracht “Nieuwe lichtgewicht, demonteerbare infrastructuur op de site van Forest Domaine” opgesteld door het departement Openbare Werken;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op € 371.900,00 exclusief btw en inclusief 10% herziening, of € 450.000,00, inclusief alle belastingen;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat het gedeelte van de werken dat betrekking heeft op de renovatie van de funderingen, goten en steunmuren om de site te upgraden in aanmerking komt voor een lening van het BGHGT, Kruidtuinlaan 20 te 1035 Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, en dat het geraamde bedrag € 147.375,26 bedraagt (artikel van ontvangst 764/961-51/ - /22);

Overwegende dat, onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting, het krediet dat deze uitgave mogelijk maakt zal worden ingeschreven op artikel 764/722-60/ - /64 van de buitengewone dienst

van de begroting van het dienstjaar 2025;

BESLIST:

Art 1: Goedkeuring te verlenen aan het bestek met nr. MP-2025-T-002 en de raming voor de opdracht “Nieuwe lichtgewicht, demonteerbare infrastructuur op de site van Forest Domaine”, opgesteld door het departement Openbare Werken. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt € 371.900,00 exclusief btw en inclusief 10% herziening, of € 450.000,00, inclusief alle belastingen.

Art 2: De opdracht te gunnen bij wijze van de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking.

Art 3: De aankondiging van de opdracht in te vullen, goed te keuren en te versturen op nationaal niveau.

Art 4: De opdracht niet op te delen in percelen omwille van redenen die verband houden met de aard van de opdracht (grondwerken en plaatsing van een verwijderbare structuur waarvan de structurele elementen rechtstreeks verband houden met het type verwijderbare structuur voorgesteld door de opdrachtnemer), de moeilijkheid om de garantie te verkrijgen dat meerdere opdrachtnemers aan hetzelfde werk moeten werken, de goede uitvoering van de opdracht:

- de opdeling in percelen zou het moeilijk maken om de verantwoordelijkheid vast te stellen in geval van verzakking, gebrekkig werk of beschadiging van de ondergrond of fundering;
- de opdeling in percelen zou de kosten voor de installatie van de bouwplaats aanzienlijk verhogen;

Art 5: De uitgave in te schrijven op artikel 764/722-60/ - /64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2025, onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting.

Art 6: Een deel van de kosten te financieren door een lening van het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën (BGHGT), voor een geraamd bedrag van € 147.375,26 (artikel van ontvangst 764/961-51/22 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2025), en het saldo met een lening ten laste van de gemeente;

Art 7: Deze beraadslaging met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht aan de toezichthoudende overheid over te maken.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
36 stemmers : 36 positieve stemmen.

14 annexes / 14 bijlagen

-
- 17 **Marchés publics – MP-2025-F-001 – Bempt Ecole temporaire: Remplacement d’une pompe de relevage, contrôle & réparation du câblage d’une pompe et prolongation du réseau de rejet des eaux – Application de l’article 249, §1, alinéa 2 de la nouvelle loi communale – Admission de la dépense.**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de € 30.000,00) ;

Vu l'article 249 de la nouvelle loi communale ;

Considérant qu'il s'agit d'une situation imprévisible, non imputables au pouvoir adjudicateur;

Considérant qu'une pompe existante ne fonctionne plus et que la deuxième a un problème de flotteur qui empêche son bon fonctionnement ;

Considérant que ces deux pompes relèvent l'ensemble des sanitaires (une vingtaine de toilettes, une vingtaine de lavabos, la cuisine du réfectoire) des pavillons temporaires bleus à l'arrière du site ;

Considérant que la vidange doit être réalisée toutes les semaines et parfois plus souvent :
Il est urgent de remplacer une pompe et de réparer la deuxième afin de limiter tout débordement de la cuve de relevage et de réception, ainsi que de prolonger l'évacuation pour éviter tout débordement futur ;

Considérant l'urgence de remédier à cette situation ;

Considérant donc que l'urgence impérieuse résultant d'événements imprévisibles, non imputables au pouvoir adjudicateur impose d'agir immédiatement ;

Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins en séance du 20 février 2025 de passation du marché «MP-2025-F-001 - Bempt Ecole temporaire: Remplacement d'une pompe de relevage, contrôle & réparation du câblage d'une pompe et prolongation du réseau de rejet des eaux - ART 249» ;

Considérant que conformément à l'article 249 de la NLC, le conseil communal admet la dépense pourvue par le Collège des bourgmestre et échevins ;

DECIDE :

De prendre acte de la décision du collège des bourgmestre et échevins en séance du 20 février 2025, décidant :

Art 1 : De choisir la procédure sur simple facture acceptée (marchés publics de faible montant) comme mode de passation du marché «MP-2025-F-001 - Bempt Ecole temporaire: Remplacement d'une pompe de relevage, contrôle & réparation du câblage d'une pompe et prolongation du réseau de rejet des eaux - ART 249», Conformément à l'article 92 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et services.

Art 2 : De faire application de l'article 249, §1, alinéa 2 de la NLC en vertu de l'urgence impérieuse résultant d'événements imprévisibles, non imputables au pouvoir adjudicateur .

Art 3 : De consulter les trois opérateurs économiques suivants:

- S.P.M.B. SRL, Chemin du Notaire 1 à 7170 Manage ;
- Sanitaire et chauffage SPRL, Chaussée de Mons, 61/1 à 7070 Le Roeulx ;
- DECHESNE PUMPS SA, Rue des technologies 2 à 4432 Alleur ;

Art 4 : D'approuver le rapport d'examen des offres du 13 février 2025 rédigé par le Département Travaux Publics - Grands Chantiers et faisant partie intégrante de la présente décision.

Art 5 : De considérer la situation du soumissionnaire Sanitaire et chauffage SPRL conforme aux

articles 67, 68 et 69 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et de considérer leur offre comme complète et régulière.

Art 6 : D'attribuer ce marché au soumissionnaire ayant remis l'unique offre, à savoir Sanitaire et chauffage SPRL, Chaussée de Mons, 61/1 à 7070 Le Roeulx pour le montant d'offre contrôlé de 7.650,00 hors TVA ou € 9.256,50, 21% TVA comprise.

Art 7 : D'admettre et d'inscrire la dépense de € 7.650,00 hors TVA ou € 9.256,50, 21% TVA comprise à l'article 7201/124-06/03 du service ordinaire du budget de l'exercice 2025 lors de la prochaine modification budgétaire.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

36 votants : 36 votes positifs.

Overheidsopdrachten – MP-2025-F-001 – Tijdelijke school van de Bempt: vervanging van een hefpomp, controle en herstelling van de bedrading van een pomp en verlenging van het waterafvoernetwerk – Toepassing van artikel 249, §1, tweede lid van de Nieuwe Gemeentewet – Instemming met de uitgave.

DE RAAD,

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 92 (het geraamde bedrag excl. btw bereikt de drempel van 30.000,00 € niet);

Gelet op artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet;

Overwegende dat het om een onvoorzienbare situatie gaat, waarvoor de aanbestedende overheid niet verantwoordelijk is;

Overwegende dat één bestaande pomp niet meer werkt en dat de tweede een vlotterprobleem heeft waardoor deze niet goed werkt;

Overwegende dat deze twee pompen betrekking hebben op alle sanitaire voorzieningen (een twintigtal toiletten, een twintigtal lavabo's, de refterkeuken) in de tijdelijke blauwe paviljoenen achteraan op de site;

Overwegende dat de pompen elke week en soms vaker moeten worden afgetapt:
één pomp moet dringend worden vervangen en de tweede moet worden hersteld om het overlopen van de hef- en opvangtank te beperken, en de afvoer moet worden verlengd om overlopen in de toekomst te voorkomen;

Overwegende de hoogdringendheid om deze situatie te verhelpen;

Overwegende dus dat de dwingende spoed die voortvloeit uit onvoorziene gebeurtenissen waarvoor de aanbestedende overheid niet verantwoordelijk is, onmiddellijke actie vereist;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen tijdens de zitting van 20 februari 2025 tot gunning van de opdracht "MP-2025-F-001 - Tijdelijke school van de Bempt: vervanging van een hefpomp, controle en herstelling van de bedrading van een pomp en verlenging van het waterafvoernetwerk - Art. 249";

Overwegende dat overeenkomstig artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet de gemeenteraad instemt met de door het College van Burgemeester en Schepenen voorziene uitgave;

BESLIST:

Akte te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen tijdens de zitting van 20 februari 2025, waarin beslist werd om:

Art. 1: Te kiezen voor de procedure via gewone aanvaarde factuur (overheidsopdrachten van beperkte waarde) als gunningswijze van de opdracht "MP-2025-F-001 - Tijdelijke school van de Bempt: vervanging van een hefpomp, controle en herstelling van de bedrading van een pomp en verlenging van het waterafvoernetwerk" - art. 249", overeenkomstig artikel 92 van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten.

Art. 2: Artikel 249, §1, tweede lid van de NGW toe te passen krachtens de dwingende spoed die voortvloeit uit onvoorziene gebeurtenissen waarvoor de aanbestedende overheid niet verantwoordelijk is.

Art. 3: De volgende drie economische operatoren te raadplegen:

- S.P.M.B. SRL, Chemin du Notaire 1 te 7170 Manage;
- Sanitaire et chauffage SPRL, Chaussée de Mons 61/1 te 7070 Le Roeulx;
- DECHESNE PUMPS SA, Rue des technologies 2 te 4432 Alleur;

Art. 4: Goedkeuring te verlenen aan het verslag van nazicht van de offertes van 13 februari 2025 opgesteld door het Departement Openbare Werken - Grote Werven, dat integraal deel uitmaakt van deze beslissing.

Art. 5: De situatie van de inschrijver Sanitaire et chauffage SPRL in aanmerking te nemen overeenkomstig de artikelen 67, 68 en 69 van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten en hun offerte als volledig en regelmatig te beschouwen.

Art. 6: Deze opdracht te gunnen aan de inschrijver die de enige offerte heeft ingediend, namelijk Sanitaire et chauffage SPRL, Chaussée de Mons 61/1 te 7070 Le Roeulx, voor het gecontroleerde offertebedrag van 7.650,00 € excl. btw of 9.256,50 €, 21% btw inbegrepen.

Art. 7: In te stemmen met en de uitgave van 7.650,00 € excl. btw of 9.256,50 €, incl. 21 % btw in te schrijven op artikel 7201/124-06/03 van de gewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2025 tijdens de volgende begrotingswijziging.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
36 stemmers : 36 positieve stemmen.

Subsides - Subsidies

18 Subsides – TD URE - Ecole 11A - Mise en place d'un système de ventilation (système D) dans la salle de gym et rénovation des toitures - Engagements

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance du 16 juillet 1998 relative à l'octroi de subsides destinés à encourager la réalisation d'investissements d'intérêt public ;

Considérant que deux demandes d'octroi de subsides ont été introduites le 23 décembre 2024 pour l'école 11 A à savoir :

- Rénovation des toitures
- Mise en place d'un système de ventilation (système D) dans la salle de gym

Vu le courrier du 18 février 2025 octroyant un subside sous réserve pour un montant de 78.601,95 € pour le projet de mise en place d'un système de ventilation pour la salle de gym de l'école 11A ;

Vu le courrier du 18 février 2025 octroyant un subside sous réserve pour un montant de 313.775,56 € pour le projet de rénovation des toitures de l'école 11A ;

Considérant que pour obtenir les accords de subvention définitif le conseil doit s'engager à :

- Assurer l'entretien et la gestion de l'infrastructure subsidiée
- Ne pas aliéner ni modifier l'affectation de l'infrastructure subsidiée dans les 20 ans à dater de la fin des travaux ;

Considérant que la Commune conclut des marchés pluriannuels pour l'entretien et le dépannage des installations de chauffage, ventilation, dispositifs photovoltaïques, de production d'eau chaude sanitaire et de climatisation ;

Considérant que les ouvriers communaux visitent et nettoient les toitures des propriétés communale tous les ans ;

DECIDE :

De s'engager à assurer l'entretien et la gestion de l'infrastructure subsidiée ;

De s'engager à ne pas aliéner ni modifier l'affectation de l'infrastructure subsidiée dans les 20 ans à dater de la fin des travaux ;

De transmettre la présente délibération à Bruxelles Pouvoirs Locaux, l'entité subsidiante.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

36 votants : 36 votes positifs.

Subsidies – TD URE – School 11A – Installatie van een ventilatiesysteem (systeem D) in de turnzaal en renovatie van de daken – Verbintenissen

DE RAAD,

Gelet op de ordonnantie van 16 juli 1998 betreffende de toekenning van subsidies om investeringen van openbaar nut aan te moedigen;

Overwegende dat er twee aanvragen voor de toekenning van subsidies werden ingediend op 23 december 2024 voor school 11A, te weten:

- Renovatie van de daken
- Installatie van een ventilatiesysteem (systeem D) in de turnzaal

Gelet op de brief van 18 februari 2025 tot toekenning van een subsidie onder voorbehoud voor een bedrag van 78.601,95 € voor de installatie van een ventilatiesysteem voor de turnzaal van school 11A;

Gelet op de brief van 18 februari 2025 tot toekenning van een subsidie onder voorbehoud voor een bedrag van 313.775,56 € voor de renovatie van de daken van school 11A;

Overwegende dat de Raad, om de definitieve subsidieovereenkomsten te verkrijgen, zich ertoe moet verbinden:

- Te zorgen voor het onderhoud en het beheer van de gesubsidieerde infrastructuur
- De bestemming van de gesubsidieerde infrastructuur niet te vervreemden of te wijzigingen binnen de 20 jaar vanaf het einde van de werken;

Overwegende dat de Gemeente meerjarige opdrachten sluit voor het onderhoud en de herstelling van verwarmings-, ventilatie- en fotovoltaïsche installaties, installaties voor de productie van sanitair warm water en klimaatregeling;

Overwegende dat de gemeentearbeiders de daken van de gemeente-eigendommen elk jaar nakijken en schoonmaken;

BESLIST:

Zich ertoe te verbinden de gesubsidieerde infrastructuur te onderhouden en te beheren;

Zich ertoe te verbinden de bestemming van de gesubsidieerde infrastructuur niet te vervreemden of te wijzigingen binnen de 20 jaar vanaf het einde van de werken;

Deze beraadslaging over te maken aan Brussel Plaatselijke Besturen, de subsidiërende overheid.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

EDUCATION, CULTURE, SPORTS - EDUCATIE, CULTUUR, SPORT

Sports - Sport

19 Sports – Salle des sports De Puzzel – Convention de coopération avec la Commission communautaire flamande (VGC) 2025-2035 – Approbation.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale ;

Vu l'accord du 13 mai 2014 de la Commission communautaire flamande (VGC) visant à subventionner la construction d'une nouvelle infrastructure scolaire pour GBS De Puzzel, Avenue du Pont de Luttre 140/35 à 1190 Forest ;

Considérant l'ouverture provisoirement prévue de cette infrastructure en septembre 2025 ;

Vu l'approbation du Collège en date du 25 juillet 2024 d'introduire une demande de subvention d'une valeur de 100.000 euros auprès de la VGC pour l'achat de matériel sportif destiné à cette nouvelle infrastructure scolaire, dans le cadre de l'exploitation extra-scolaire de la salle de sport par le service des Sports ;

Considérant que cette subvention sera soumise pour approbation au Collège VGC à la fin du mois de février 2025 par le biais de l'engagement de la Commune de Forest de signer la convention de coopération ci-jointe, couvrant la période du 1er avril 2025 au 31 mars 2035 ;

Considérant que cet accord permettra de mettre la salle de sport de l'école à disposition des organisations sportives conformément aux conditions prévues dans le Règlement redevance relatif à l'occupation des infrastructures sportives communales, approuvé par le Conseil communal le 17 novembre 2020 – avec l'ajout d'une règle de priorité spécifique, pour une durée de 10 ans, pour les organisations sportives enregistrées au Service Sport de la VGC ;

DÉCIDE :

D'approuver la convention de coopération ci-jointe avec la Commission communautaire flamande (VGC) concernant l'exploitation de la salle de sport dans la nouvelle infrastructure scolaire de GBS De Puzzel, Avenue du Pont de Luttre 140/35 à 1190 Forest, couvrant la période du 1er avril 2025 au 31 mars 2035, et ce moyennant la confirmation d'une subvention pour le matériel sportif de la part de la VGC ;

De noter que la subvention pour le matériel ainsi que les dépenses qui y sont associées seront soumises au Conseil communal pour être inscrites dans le budget ordinaire et extraordinaire de l'exercice 2025 ;

D'instruire le service des Sport d'inclure pour cette nouvelle salle, la règle de priorité spécifique pour les organisations sportives enregistrées à la VGC, en annexe du Règlement redevance relatif à l'occupation des infrastructures sportives communales, approuvé par le Conseil communal le 17 novembre 2020 ;

D'instruire, après confirmation de la subvention pour le matériel par la VGC, de faire parvenir la convention de coopération signée à la VGC.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

36 votants : 36 votes positifs.

Sport – Sportzaal De Puzzel – Samenwerkingsovereenkomst met de Vlaamse Gemeenschapscommissie (VGC) 2025-2035 – Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het akkoord van 13 mei 2014 van de Vlaamse Gemeenschapscommissie (VGC) om de bouw van een nieuwe schoolinfrastructuur voor GBS De Puzzel, Luttrebruglaan 140/35 in 1190 Vorst, te subsidiëren;

Overwegende de voorlopig geplande opening van deze infrastructuur in september 2025;

Gelet op de goedkeuring van het College d.d. 25 juli 2024 om een subsidieaanvraag in te dienen bij de VGC ter waarde van 100.000 euro voor de aankoop van sportmateriaal voor deze nieuwe schoolinfrastructuur, in het kader van het buitenschools exploiteren van de sportaccomodatie door de Sportdienst;

Overwegende dat deze subsidie eind februari 2025 aan het VGC-College zal worden voorgelegd ter goedkeuring middels het engagement van de Gemeente Vorst tot ondertekening van de bijgesloten samenwerkingsovereenkomst voor de periode van 1 april 2025 tot 31 maart 2035;

Overwegende dat dit akkoord de mogelijkheid geeft om de sportzaal van de school ter beschikking te stellen aan sportorganisaties volgens de voorwaarden voorzien in het op 17 november 2020 door de Gemeenteraad goedgekeurde Retributiereglement betreffende het gebruik van de gemeentelijke

sportinfrastructuren – met toevoeging van een specifieke voorrangsregel, gedurende 10 jaar, voor sportorganisaties die zijn geregistreerd bij de Sportdienst van de VGC;

BESLIST:

De bijgesloten samenwerkingsovereenkomst met de Vlaamse Gemeenschapscommissie (VGC) betreffende de exploitatie van de sportaccomodaties in de nieuwe schoolinfrastructuur van GBS De Puzzel, Luttrebruglaan 140/35 in 1190 Vorst, voor de periode van 1 april 2025 tot en met 31 maart 2035, goed te keuren middels bevestiging van een subsidie voor sportmateriaal door de VGC;

Te noteren dat de subsidie voor materiaal en de hieraan verbonden uitgaven zullen worden voorgelegd aan de Gemeenteraad om ingeschreven te worden op de gewone en buitengewone begroting van boekjaar 2025;

Opdracht te geven aan de Sportdienst om voor deze nieuwe zaal de specifieke voorrangsregel voor sportorganisaties die zijn geregistreerd bij de VGC op te nemen als bijlage van het op 17 november 2020 door de Gemeenteraad goedgekeurde Retributiereglement betreffende het gebruik van de gemeentelijke sportinfrastructuren;

Opdracht te geven om, na bevestiging van de VGC-subsidie voor materiaal, de samenwerkingsovereenkomst getekend te bezorgen aan de VGC.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

AFFAIRES DU CITOYEN - BURGERZAKEN

Intergénérationnel - Intergenerationneel

20 Intergénérationnel - Jeunesse: Convention "Place aux enfants".

LE CONSEIL ,

Considérant que le service jeunesse souhaite prendre part à la nouvelle édition de *Place aux Enfants*, une journée ludique et pédagogique destinée aux enfants de 8 à 12 ans, leur permettant de découvrir le monde des adultes et d'exercer leur rôle de citoyens au sein de leur commune et de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant que cet événement se tiendra le samedi 4 octobre 2025 ;

Considérant que cette initiative est menée en collaboration avec d'autres communes bruxelloises ;

Considérant que, durant cette journée, des lieux habituellement inaccessibles aux enfants leur ouvriront leurs portes pour leur permettre de découvrir différents aspects de la vie quotidienne des adultes ;

Considérant que, grâce à un encadrement stimulant, les enfants auront l'opportunité d'explorer les dimensions économiques, politiques, sociales, culturelles et sportives de leur environnement ;

Considérant qu'en tant qu'observateurs actifs, ils pourront s'exprimer et échanger avec les professionnels et représentants du monde adulte qui les accueilleront ;

Considérant que *Place aux Enfants* encourage les enfants à se réapproprier l'espace public en leur montrant qu'ils peuvent être des acteurs à part entière de la vie communale et régionale ;

Considérant que les objectifs de cette journée sont :

- Sensibiliser les enfants à la citoyenneté en stimulant leur curiosité et leur intérêt pour la vie locale ;
- Encourager leur participation en leur donnant la possibilité d'exprimer leurs opinions et en incitant les adultes à dialoguer avec eux ;
- Renforcer leur engagement en leur démontrant qu'ils ont un rôle à jouer dans la société ;

Considérant que la participation à cet événement nécessite la signature d'une convention (en annexe) entre la commune et le Comité de Coordination, représenté par le Festival International de l'Enfance et de la Jeunesse, sous la responsabilité de Madame Agnès BERKES ;

DECIDE,

D'autoriser la participation du service jeunesse à la journée *Place aux Enfants*, qui se tiendra le 4 octobre 2025 ;

D'autoriser la signature de la convention en annexe, sous réserve de sa validation par le Conseil Communal.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

36 votants : 36 votes positifs.

Intergenerationele Zaken - Jeugd : overeenkomst " Place aux enfants"

DE RAAD,

Overwegende dat de jeugdafdeling wenst deel te nemen aan de nieuwe editie van het Kinderplein, een ludieke en educatieve dag voor kinderen van 8 tot 12 jaar, die hen de wereld van de volwassenen wil laten ontdekken en hun rol als burgers binnen hun gemeente en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest wil laten spelen;

Overwegende dat dit evenement zal plaatsvinden op zaterdag 4 oktober 2025;

Overwegende dat dit initiatief wordt uitgevoerd in samenwerking met andere Brusselse gemeenten;

Overwegende dat tijdens deze dag plaatsen die gewoonlijk ontoegankelijk zijn voor kinderen hun deuren zullen openen om hen verschillende aspecten van het dagelijkse leven van volwassenen te laten ontdekken;

Overwegende dat, dankzij een stimulerende begeleiding, de kinderen de kans zullen krijgen om de economische, politieke, sociale, culturele en sportieve dimensies van hun omgeving te ontdekken;

Overwegende dat zij, als actieve toeschouwers, in staat zullen zijn zich uit te drukken en van gedachten te wisselen met de professionals en vertegenwoordigers van de volwassen wereld die hen zullen ontvangen;

Overwegende dat *Place aux Enfants* kinderen aanmoedigt om de openbare ruimte terug te winnen door hen te laten zien dat zij een volwaardige rol kunnen spelen in het lokale en regionale leven;

Overwegende dat de doelstellingen van deze dag zijn :

Kinderen bewuster maken van burgerschap door hun nieuwsgierigheid en belangstelling voor het lokale leven te stimuleren;

Hun participatie aanmoedigen door hen de kans te geven hun mening te uiten en door volwassenen aan te moedigen een dialoog met hen aan te gaan;

Hun engagement versterken door hen te tonen dat ze een rol te spelen hebben in de maatschappij;

Overwegende dat deelname aan dit evenement de ondertekening vereist van een overeenkomst (bijgevoegd) tussen de gemeente en het Coördinatiecomité, vertegenwoordigd door het Festival International de l'Enfance et de la Jeunesse, onder de verantwoordelijkheid van mevrouw Agnès BERKES;

BESLUIT,

Toestemming te verlenen voor de deelname van de Jeugddienst aan de dag van het Kinderplein op 4 oktober 2025;

De ondertekening van de bijgevoegde overeenkomst goed te keuren, onder voorbehoud van goedkeuring door de Gemeenteraad.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

21 **Intergénérationnel - Jeunesse: permanence au 43 chaussée de Bruxelles 1190.**

LE CONSEIL,

Considérant la décision du Collège du 31 janvier 2025 autorisant l'installation d'une permanence du service Jeunesse en partenariat avec l'ASBL Labonheure au 43, chaussée de Bruxelles (1190 Forest) ;

Considérant que cette permanence inclut les activités suivantes :

Stages et groupes de parole : organisés principalement en matinée, combinant expression et détente pour favoriser une progression personnelle et collective ;

Ateliers créatifs : destinés à développer l'imagination et les compétences manuelles à travers des activités telles que le crochet, le tissage, la broderie, la peinture, l'aquarelle, le modelage et la couture ;

Ateliers de bien-être : comprenant des pratiques telles que l'auto-massage, le Tai Chi, la relaxation sonore et d'autres approches douces pour promouvoir un équilibre durable ;

Consultations individuelles : menées dans un espace dédié (petite cuisine) pour répondre aux besoins spécifiques des participants ;

Considérant que ces permanences prendront la forme d'ateliers psychologiques et de bien-être d'une durée de 1h30, selon les modalités suivantes :

Deux mercredis après-midi par mois, à destination des jeunes ;

Deux jeudis matin par mois, à destination des seniors ;

Considérant que, afin de permettre à l'ASBL de gérer ses activités de manière autonome dans ce local, il est nécessaire de formaliser cette collaboration par une convention entre autres pour l'occupation des locaux ;

DÉCIDE :

D'autoriser la signature de la convention avec Labonheure ASBL, annexée au présent document, par Madame la secrétaire communale et Madame l'échevine de la jeunesse.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
36 votants : 36 votes positifs.

Intergenerationele - Jeugd: Permanentie op de Brusselsesteenweg 43 1190.

DE RAAD,

Overwegende de beslissing van 31 januari 2025 tot goedkeuring van de invoering van een permanentie van de Jeugddienst in partnerschap met de vzw Labonheure, Brusselsesteenweg 43 (1190 Vorst);

Overwegende dat deze permanentie de volgende activiteiten omvat:

- Stages en discussiegroepen: worden voornamelijk 's ochtends georganiseerd en combineren expressie en ontspanning om persoonlijke en collectieve groei te stimuleren;
- Creatieve workshops: ontworpen om verbeelding en handvaardigheid te ontwikkelen door middel van activiteiten zoals haken, weven, borduren, schilderen, aquarelleren, boetseren en naaien;
- Wellnessworkshops: inclusief praktijken zoals zelfmassage, Tai Chi, klankrelaxatie en andere zachte benaderingen om blijvend evenwicht te bevorderen;
- Individuele consulten: uitgevoerd in een speciale ruimte (kleine keuken) om aan de specifieke behoeften van de deelnemers te voldoen;

Overwegende dat deze permanenties de vorm aannemen van psychologische en welzijnsworkshops van 1,5 uur, als volgt:

- Twee woensdagnamiddagen per maand, voor jongeren;
- Twee donderdagochtenden per maand, voor senioren;

Overwegende dat het, om de vzw in staat te stellen haar activiteiten in dit lokaal autonoom te beheren, onder andere voor de bezetting van de ruimte, noodzakelijk is deze samenwerking te formaliseren door middel van een overeenkomst;

BESLIST:

Toestemming geven voor de ondertekening van de overeenkomst met Labonheure vzw, in bijlage, door de Gemeentesecretaris en de schepen voor Jeugd.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
36 stemmers : 36 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN

Mobilité - Mobiliteit

22 **Mobilité / Stationnement – Redevance sur le stationnement de véhicules à moteur sur la voie publique – Règlement – Modifications.**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la Nouvelle loi communale et notamment ses articles 117 et suivants ;

Vu la loi du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière ;

Vu l'ordonnance du 6 juillet 2022 portant organisation du stationnement et redéfinissant les missions et modalités de gestion de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale et ses modifications ultérieures ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative aux règlements complémentaires sur la circulation routière et sur la pose et le coût de la signalisation routière, modifiée par l'Ordonnance du 20 juillet 2016 ;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique (le Code de la route) ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 portant le volet réglementaire du Plan régional de politique du stationnement, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 relatif aux zones de stationnement réglementées et aux cartes de dérogation, tel que modifié par l'arrêté Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 20 octobre 2022 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2013 fixant les modalités d'utilisation des places de stationnement réservées en voirie aux opérateurs de véhicules à moteur partagés, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 juillet 2017 portant un règlement d'agrément des systèmes de partage de voitures pour les particuliers ;

Vu l'arrêté ministériel du 7 mai 1999 relatif à la carte de stationnement pour personnes handicapées ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 janvier 2007 concernant la carte communale de stationnement ;

Vu le Code de la route ;

Vu les éventuelles modifications des textes non-mentionnées ci-dessus ;

Vu la convention de délégation des missions de perception et de contrôle à l'Agence régionale du stationnement adoptée par le Conseil communal en séance du 22 mars 2016 ;

Vu la volonté inscrite dans la déclaration de politique générale de 2025 d'augmenter le coût de la carte de stationnement de 15 à 30 euros, ainsi que de faire payer une redevance de 120 euros pour les véhicules longs (plus de 4,90 m) ;

Vu la situation financière de la Commune ;

DECIDE :

De modifier, à la date du 1^{er} mai 2025, le règlement-redevance sur le stationnement de véhicules à moteur sur la voie publique délibéré par le Conseil Communal en séance du 14 février 2023 comme suit :

Ancien texte :

Sous-section 3.- Prix et durée de validité de la carte « riverain »

Article 56.- Les prix et les durées de validité sont déterminés de la manière suivante :

- Première carte de dérogation du ménage : 15 euros par an
- Deuxième carte de dérogation du ménage : 120 euros par an
- Pour les personnes ayant une résidence secondaire, une et une seule carte peut être délivrée pour : 500 euros pour 12 mois.
- En cas de changement d'immatriculation étrangère en immatriculation belge : tarif en fonction du nombre de cartes dans le ménage.
- Pour les véhicules partagés entre particuliers, le tarif est fonction du nombre de cartes du ménage et des tarifs prévus par la commune pour le(s) secteur(s) pour lequel(s) la carte de dérogation est demandée.

Nouveau texte :

Sous-section 3.- Prix et durée de validité de la carte « riverain »

Article 56.- Les prix et les durées de validité sont déterminés de la manière suivante :

- *Première carte de dérogation du ménage : 30 euros par an.*
- Deuxième carte de dérogation du ménage : 120 euros par an.
- Pour les personnes ayant une résidence secondaire, une et une seule carte peut être délivrée pour : 500 euros pour 12 mois.
- En cas de changement d'immatriculation étrangère en immatriculation belge : tarif en fonction du nombre de cartes dans le ménage.
- Pour les véhicules partagés entre particuliers, le tarif est fonction du nombre de cartes du ménage et des tarifs prévus par la commune pour le(s) secteur(s) pour lequel(s) la carte de dérogation est demandée.

Sous-section 3bis. Majoration des prix

Article 56bis.- Les tarifs des cartes « riverain » sont majorés de 120 euros pour tout véhicule de plus de 4,9 mètres de long.

Sous-section 3ter. Limitation du nombre de cartes de dérogation pour véhicules longs

Article 56 ter.- Le nombre de cartes « riverain » pour un véhicule de plus de 4,9 mètres est limité à 1 par ménage.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

36 votants : 26 votes positifs, 10 votes négatifs.

Non : Marc Loewenstein, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Dominique Gillard, Michel Claise, Margaux Aggujaro, Eitan Bergman, Elvis Kola, Charles-Bernard Potelle, Marie Poulaert.

Mobiliteit / Parkeerbeleid – Retributie op het parkeren van motorvoertuigen op de openbare weg – Reglement – Wijzigingen.

DE GEMEENTERAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, in het bijzonder artikel 117 e.v.;

Gelet op de wet van 16 maart 1968 betreffende de politie over het wegverkeer;

Gelet op de ordonnantie van 6 juli 2022 houdende organisatie van het parkeerbeleid en herdefiniëring van de opdrachten en beheersmodaliteiten van het Parkeeragentschap van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de latere wijzigingen daarvan;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de aanvullende reglementen op het wegverkeer en de plaatsing en bekostiging van de verkeerstekens, gewijzigd door de ordonnantie van 20 juli 2016;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg (de Wegcode);

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2013 houdende het reglementaire luik van het Gewestelijk Parkeerbeleidsplan en de latere wijzigingen daarvan;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2013 betreffende de gereglementeerde parkeerzones en de vrijstellingskaarten, zoals gewijzigd door het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 20 oktober 2022.

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2013 houdende de voorwaarden voor het gebruik van parkeerplaatsen door operatoren van gedeelde motorvoertuigen en de latere wijzigingen daarvan;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke regering van 13 juli 2017 houdende een regeling voor de erkenning van autodeelsystemen voor particulieren;

Gelet op het ministerieel besluit van 7 mei 1999 betreffende de parkeerkaart voor mensen met een handicap;

Gelet op het ministerieel besluit van 9 januari 2007 betreffende de gemeentelijke parkeerkaart;

Gelet op de Wegcode;

Gelet op eventuele hierboven niet vermelde tekstwijzigingen;

Gelet op de overeenkomst voor de overdracht van de innings- en controleopdrachten aan het Gewestelijk Parkeeragentschap, aangenomen door de Gemeenteraad in zitting van 22 maart 2016;

Gelet op het in de algemene beleidsverklaring van 2025 opgenomen streven om de kosten van de parkeerkaart te verhogen van 15 naar 30 euro en om een retributie van 120 euro te vragen voor lange voertuigen (meer dan 4,90 m);

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

BESLIST

Het retributiereglement op het parkeren van motorvoertuigen op de openbare weg vastgesteld door de Gemeenteraad in zijn vergadering van 14 februari 2023, vanaf 1 mei 2025 als volgt te wijzigen:

Oude tekst:

Onderafdeling 3.- Prijs en geldigheidsduur van de "bewonerskaart"

Artikel 56.- De prijs en geldigheidsduur worden als volgt bepaald:

- Eerste vrijstellingskaart voor het gezin: 15 euro per jaar
- Tweede vrijstellingskaart voor het gezin: 120 euro per jaar
- Voor personen met een tweede verblijf kan slechts één kaart worden uitgereikt voor: 500 euro voor 12 maanden.
- In geval van wijziging van buitenlandse inschrijving in Belgische inschrijving: tarief afhankelijk van het aantal kaarten in het gezin.
- Het tarief voor voertuigen gedeeld door particulieren hangt af van het aantal kaarten in het gezin en van de tarieven die de gemeente heeft bepaald voor de sector(en) waarvoor de vrijstellingskaart wordt aangevraagd.

Nieuwe tekst:

Onderafdeling 3.- Prijs en geldigheidsduur van de "bewonerskaart"

Artikel 56.- De prijs en geldigheidsduur worden als volgt bepaald:

- *Eerste vrijstellingskaart voor het gezin: 30 euro per jaar.*
- Tweede vrijstellingskaart voor het gezin: 120 euro per jaar.
- Voor personen met een tweede verblijf kan slechts één kaart worden uitgereikt voor: 500 euro voor 12 maanden.
- In geval van wijziging van buitenlandse inschrijving in Belgische inschrijving: tarief afhankelijk van het aantal kaarten in het gezin.
- Het tarief voor voertuigen gedeeld door particulieren hangt af van het aantal kaarten in het gezin en van de tarieven die de gemeente heeft bepaald voor de sector(en) waarvoor de vrijstellingskaart wordt aangevraagd.

Onderafdeling 3bis. Prijsverhoging

Artikel 56bis.- De bewonerskaarttarieven worden verhoogd met 120 euro voor elk voertuig van meer dan 4,9 meter lang.

Onderafdeling 3ter. Beperking van het aantal vrijstellingskaarten voor lange voertuigen

Artikel 56ter.- Het aantal bewonerskaarten voor een voertuig van meer dan 4,9 meter is beperkt tot 1 per gezin.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

36 stemmers : 26 positieve stemmen, 10 negatieve stemmen.

Nee : Marc Loewenstein, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Dominique Gillard, Michel Claise, Margaux Aggujaro, Eitan Bergman, Elvis Kola, Charles-Bernard Potelle, Marie Poulaert.

Intervention de Mme Flamme

Comme vous l'avez lu, le Collège propose d'ajuster le tarif des cartes riverains de 15 € à 30 €/an, soit 2,5 €/mois. C'est un peu près le prix d'un ticket de transport en commun pour un trajet simple. Ce tarif n'avait plus été revu depuis 2011, alors que les coûts liés à l'infrastructure ont fortement augmenté. Nous proposons également un supplément de 120 euros pour les véhicules de plus de 4,9 mètres. En effet, le parc automobile devient de plus en plus lourd, long et puissant, avec un impact croissant sur notre espace commun. Actuellement, une Twingo paie autant que certains véhicules qui sont presque deux fois plus longs et occupent presque deux places. Les véhicules de plus de 4,9 m. débordent sur l'espace public ou empiètent sur les places voisines et compliquent la circulation des usagers. Le critère de 4,9 m. est un critère objectif,

facile à vérifier. C'est le cas dans d'autres communes (Jette, Koekelberg, Saint-Josse,...). En s'appuyant sur cette pratique, Forest favorise une règle cohérente des mesures de stationnement à l'échelle régionale. Le montant de 120 euros est choisi pour encourager un changement de comportement, sans être excessif. Cette mesure ne vise pas les voitures familiales classiques. Même les modèles à 7 places mesurent en général entre 4,6 m. et 4,8 m. Par ailleurs, les personnes à mobilité réduite ne sont pas non plus concernées car ils n'ont pas besoin d'une carte de riverain. De plus, les véhicules plus longs, plus lourds, représentent un danger pour les usagers les plus vulnérables (enfants, personnes âgées, cyclistes,...). Enfin, la présence de ces véhicules de longue taille soulève une question d'iniquité sociale. Maintenir un tarif unique revient à subventionner leur occupation surdimensionnée de l'espace public par tous les citoyens. Une tarification différenciée est donc un outil pertinent pour encourager des véhicules mieux adaptés à la ville, freiner la course au gigantisme du parc automobile et rendre la fiscalité plus juste.

Intervention de Mr. Loewenstein.

Alors que la déclaration de politique générale et le budget n'ont toujours pas été votés, on découvre déjà, conseils après conseils, qu'il y a des augmentations de taxes qui impacteront encore et encore le portefeuille des Forestoises et Forestois. Vous me direz que cette augmentation n'est pas grand-chose et que la taxe de 120 euros ne concernera que très peu de Forestois. Ce n'est en partie pas faux mais dans le contexte global, cela augmentera encore la défiance de la population vers le pouvoir en place.

Mes questions sont les suivantes :

- Pourquoi 4,9 m. et pas 4,95 m. ? Pourquoi pas de majoration à partir de 5 mètres ? Vous avez en partie répondu. Je reste cependant sur ma faim. Par exemple : une VW Passat break, véhicule familial, mesure 4,917 m, une Skoda Superbe mesure 4,912 m. Donc, pour 12 cm, elle passe dans la catégorie « mastodonte »... J'aimerais comprendre quels sont les véhicules qui sont effectivement visés par le dispositif ? Les SUV, les berlines de luxe ? ou alors, tous les véhicules de plus de 4,9 m. Ce ne serait donc pas grave de toucher des véhicules de familles nombreuses ? Si cette mesure était faite pour toucher aux camionnettes et gros utilitaires qui squattent les places de stationnement au détriment des riverains, je comprendrais parfaitement. Mais comment faire pour ne viser que ces véhicules et éviter les dégâts collatéraux ?
- Ces nouvelles règles entrent en vigueur le 1^{er} mai 2025, dans un peu plus d'un mois. Comment va s'organiser la transition ? Par exemple, pour un propriétaire d'un véhicule de plus de 4,9 m. qui a payé en février pour une année ou deux années ? Sa carte restera-t-elle valable jusqu'en février 2026 (ou 2027) ? Quid pour ceux qui paieront entre aujourd'hui et le 1^{er} mai ? Quid des ménages qui disposent aujourd'hui de deux véhicules dont un de plus de 4,9 m. ? Seront-ils mis devant le fait accompli ? Rien n'est précisé dans le règlement.
- Quel est l'impact budgétaire de cette mesure ? Combien de véhicules stationnés aujourd'hui à Forest sont concernés par cette majoration ? Combien de ménages sont concernés par le fait qu'ils ne pourront plus avoir un second véhicule, dès lors qu'ils ont déjà un véhicule qui fait plus de 4,9 m. ?

Pour conclure, souhaitez-vous maintenir le règlement tel que proposé ici ou aurez-vous la sagesse de le reporter pour vérifier l'impact réel de ces mesures et assurer une transition respectueuse de chacun ?

Intervention de Mr Ghysels.

Toute une série de questions soulevées par Mr Loewenstein vaudraient la peine d'être discutées

en commission, ainsi que la problématique des camions et camionnettes, des infractions en matière de stationnement... Comment procède-t-on également au mesurage ? La scancar sait-elle mesurer ?

Pour moi, l'augmentation de 15 à 30 euros et 120 euros pour les véhicules longs me paraît raisonnable. Je voterai donc cette mesure et propose que Mme l'Echevine organise une commission.

Intervention de Mr Peycker.

Nous aurions également souhaité une commission en amont. Une des questions qui est pour nous pertinente est celle des visiteurs occasionnels. Sont-ils également concernés par cette augmentation ? Comment va s'appliquer la règle des 4,9 m. aux visiteurs ?

Réponse de Mme Flamme.

La limite de 4,9 m. correspond approximativement à la taille standard d'une place de stationnement. D'autres part, d'autres communes bruxelloises appliquent cette même limite. Il est donc logique d'être en harmonie avec les autres communes.

Concernant les revenus que cela va générer, la Commune a délivré en 2024 environ 12.000 cartes riverains au tarif de 15 euros, soit environ 200.000 euros. Aujourd'hui, nous n'avons pas les chiffres sur les longs véhicules mais nous les auront lorsqu'on aura introduit la mesure. On pourra également contrôler la tendance.

Pour l'instant, rien n'est mis en place pour les visiteurs occasionnels.

Je suis d'accord d'organiser une commission pour toutes autres questions techniques et pratiques.

Intervention de Mr. Loewenstein.

Actuellement, la scancar se base sur les plaques d'immatriculation. Avec la plaque, on sait de quel modèle il s'agit. Donc on pourrait calculer combien de véhicules sont concernés. Par ailleurs, rien n'est précisé concernant le deuxième véhicule qui ne sera plus permis.

L'idée de faire une commission a posteriori ne me paraît pas sérieuse. Lorsque je vote un texte, je veux le voter en connaissance de cause. C'est maintenant que l'on doit connaître les mesures de transition et pas lorsque le règlement entrera en vigueur. Il faut communiquer bien à l'avance vers les personnes concernées et ce n'est pas ce qui est fait. Vous amenez ici une mesure avec pleins de points d'interrogation.

Intervention de Mr. Spapens.

Il y a zéro soucis. Un moment, ça s'applique à partir du 1^{er} mai et les personnes paieront les augmentations à partir du 1^{er} mai. Cela s'est passé dans les autres communes et dans certaines, vous avez voté ce règlement. Au Parlement, il y a aussi eu le vote sur les changements de tarifs et l'application au 1^{er} mai. Cela ne pose pas de problème. Ainsi, cela nous a été aussi imposé par la Région.

Il est vrai qu'il y a encore le problème des camionnettes, notamment lorsqu'elles se garent en épis et présentent un danger. Le Collège travaille sur le sujet.

Réplique de Mr Loewenstein.

Il n'y a pas de discussion sur le fait que les tarifs soient d'application au 1^{er} mai. La seule chose ici, c'est qu'on vote ce règlement fin mars. On aurait pu le voter en janvier. Par ailleurs, j'invite

à relire le règlement car le fait de pourvoir avoir un long véhicule et un véhicule standard n'apparaît pas clairement. La lecture du règlement fait plutôt penser que si l'on a un véhicule long, on ne peut pas avoir de seconde carte riverain.

Réponse de Mr Spapens.

Ce n'est pas l'esprit du règlement, ni notre volonté. Si ce point-là pose un problème, je propose qu'on le clarifie.

Tussenkomst van mevrouw Flamme

Zoals u heeft kunnen lezen, stelt het College voor om het tarief voor bewonerskaarten aan te passen van 15 € naar 30 €/jaar, of 2,5 €/maand. Dit is ongeveer de prijs van een kaartje voor het openbaar vervoer voor een enkele rit. Dit tarief is sinds 2011 niet meer herzien, hoewel de infrastructuurkosten sterk zijn gestegen. We stellen ook een toeslag van 120 euro voor voertuigen van meer dan 4,9 meter voor. Auto's worden steeds zwaarder, langer en krachtiger, met een toenemende impact op onze gemeenschappelijke ruimte. Op dit moment betaalt men voor een Twingo evenveel als voor sommige voertuigen die bijna twee keer zo lang zijn en bijna twee parkeerplaatsen in beslag nemen. Voertuigen die langer zijn dan 4,9 m steken uit tot in de openbare ruimte of nemen naastliggende parkeerplaatsen in beslag, waardoor het voor weggebruikers moeilijker wordt om zich te verplaatsen. Het criterium van 4,9 m is objectief en gemakkelijk te controleren. Dit is het geval in andere gemeenten (Jette, Koekelberg, Sint-Joost, ...). Door zich op deze praktijk te baseren, promoot Vorst een consistente regel voor parkeermaatregelen op gewestelijke schaal. Het bedrag van 120 euro is gekozen om een gedragswijziging aan te moedigen, zonder overdreven te zijn. Deze maatregel is niet gericht op klassieke gezinswagens. Zelfs modellen met 7 zitplaatsen meten over het algemeen tussen 4,6 m en 4,8 m. Dit heeft bovendien ook geen betrekking op personen met beperkte mobiliteit, omdat zij geen bewonerskaart nodig hebben. Bovendien vormen langere, zwaardere voertuigen een gevaar voor de meest kwetsbare weggebruikers (kinderen, ouderen, fietsers, ...). Tot slot doet de aanwezigheid van deze lange voertuigen een probleem van sociale ongelijkheid rijzen. Het handhaven van één tarief komt neer op het subsidiëren van hun buitensporig gebruik van de openbare ruimte door alle burgers. Gedifferentieerde tarifiering is daarom een relevant instrument om voertuigen aan te moedigen die beter geschikt zijn voor de stad, de wedloop om auto's gigantisch te maken af te remmen en de belastingen eerlijker te maken.

Tussenkomst van de heer Loewenstein

Hoewel de algemene beleidsverklaring en de begroting nog steeds niet goedgekeurd zijn, blijkt nu al, raad na raad, dat er belastingverhogingen zijn die telkens weer een impact zullen hebben op de portemonnee van de Vorstenaren. U zal wellicht zeggen dat deze verhoging niet veel voorstelt en dat de belasting van 120 euro voor slechts een klein aantal Vorstenaren geldt. Dat klopt deels, maar in de algemene context zal het wantrouwen van de bevolking ten opzichte van de machthebbers verder toenemen.

Mijn vragen:

- Waarom 4,9 m en niet 4,95 m? Waarom geen verhoging vanaf 5 meter? U hebt mijn vragen deels beantwoord. Maar ik ben nog niet tevreden. Bijvoorbeeld: een VW Passat Break, een gezinswagen, is 4,917 m lang, een Skoda Superb 4,912 m. Omwille van 12 cm valt die dus in de categorie 'mastodont' ... Ik zou graag willen weten welke voertuigen eigenlijk onder de regeling vallen. SUV's, luxeberlines of alle voertuigen langer dan 4,9 m? Dus het zou geen probleem zijn om te raken aan voertuigen van grote gezinnen? Als

deze maatregel bedoeld was om te raken aan bestelwagens en grote bedrijfsvoertuigen die parkeerplaatsen bezetten ten nadele van de buurtbewoners, zou ik het volkomen begrijpen. Maar hoe pakken we alleen deze voertuigen aan en vermijden we nevenschade?

- Deze nieuwe regels treden in werking op 1 mei 2025, binnen iets meer dan een maand. Hoe wordt de overgang georganiseerd? Bijvoorbeeld voor de eigenaar van een voertuig langer dan 4,9 m die in februari voor een of twee jaar heeft betaald? Blijft zijn kaart geldig tot februari 2026 (of 2027)? Hoe zit het met mensen die tussen nu en 1 mei betalen? Hoe zit het met gezinnen die momenteel over twee voertuigen beschikken waarvan er één langer is dan 4,9 m? Worden zij voor een voldongen feit geplaatst? Er wordt niets gespecificeerd in het reglement.
- Wat zijn de gevolgen van deze maatregel voor de begroting? Voor hoeveel voertuigen die momenteel in Vorst geparkeerd staan, geldt deze verhoging? Voor hoeveel gezinnen geldt dat ze geen tweede voertuig meer kunnen hebben omdat ze al een voertuig hebben dat langer is dan 4,9 m?

Tot slot, wilt u het reglement zoals hier voorgesteld handhaven of bent u zo verstandig het uit te stellen om de werkelijke impact van deze maatregelen na te gaan en te zorgen voor een overgang met respect voor iedereen?

Tussenkoms van de heer Ghyssels

Een hele reeks vragen die door de heer Loewenstein zijn gesteld, zou de moeite zijn om in een commissie te bespreken, evenals het probleem van de vrachtwagens en bestelwagens, overtredingen inzake parkeren, ... Hoe wordt er gemeten? Kan de scancar meten?

De verhoging van 15 naar 30 euro en 120 euro voor lange voertuigen lijkt mij redelijk. Ik zal dus voor deze maatregel stemmen en stel voor dat de schepen een commissie opricht.

Tussenkoms van de heer Peycker

Wij hadden ook graag op voorhand een commissie gehad. Een van de kwesties die voor ons relevant is, is die van occasionele bezoekers. Geldt deze verhoging ook voor hen? Hoe wordt de regel van 4,9 m toegepast op bezoekers?

Antwoord van mevrouw Flamme

De limiet van 4,9 m komt ongeveer overeen met de standaardafmetingen van een parkeerplaats. Bovendien hanteren andere Brusselse gemeenten dezelfde limiet. Het is dus logisch om op één lijn te zitten met andere gemeenten.

Wat betreft de inkomsten die dit zal opleveren, heeft de gemeente in 2024 ongeveer 12.000 bewonerskaarten uitgereikt tegen een tarief van 15 euro, goed voor ongeveer 200.000 euro. Op dit moment beschikken we nog niet over de cijfers voor lange voertuigen, maar die zullen we krijgen zodra de maatregel is ingevoerd. We zullen ook de trend kunnen volgen.

Op dit moment is er nog niets geregeld voor occasionele bezoekers.

Ik ben het ermee eens dat er een commissie moet worden opgericht voor alle andere technische en praktische kwesties.

Tussenkoms van de heer Loewenstein

Op dit moment baseert de scancar zich op de nummerplaten. De nummerplaat vertelt ons welk model het is. We kunnen dus berekenen om hoeveel voertuigen het gaat. Verder wordt er niets vermeld over een tweede voertuig dat niet meer toegelaten zal zijn.

Het idee om achteraf een commissie op te richten lijkt me niet serieus. Als ik over een tekst stem, wil ik stemmen met volledige kennis van zaken. We moeten nu op de hoogte zijn van de overgangsmaatregelen, niet wanneer het reglement van kracht wordt. Er moet ruim op voorhand met de betrokkenen worden gecommuniceerd, en dat is niet gebeurd. U komt met een maatregel met tal van vraagtekens.

Tussenkoms van de heer Spapens

Geen zorgen. Dit geldt vanaf 1 mei en de mensen zullen vanaf 1 mei de verhoging betalen. Dit is in andere gemeenten gebeurd, en in sommige daarvan heeft u dit reglement goedgekeurd. In het parlement is er ook gestemd over de tariefwijzigingen en om ze vanaf 1 mei toe te passen. Dat is geen probleem. Dit werd ons ook opgelegd door het Gewest.

Het klopt dat er nog steeds een probleem is met bestelwagens, vooral wanneer ze schuin parkeren en een gevaar vormen. Het College werkt hieraan.

Replik van de heer Loewenstein

Er is geen discussie over het feit dat de tarieven vanaf 1 mei gelden. Het enige probleem is dat we eind maart over dit reglement stemmen. We hadden er ook in januari over kunnen stemmen. Verder verzoek ik u het reglement nog eens te lezen, want het is niet duidelijk of men een lang voertuig en een standaardvoertuig mag hebben. Als men de verordening leest, zou men denken dat als men een lang voertuig heeft, men geen tweede bewonerskaart mag hebben.

Antwoord van de heer Spapens

Dat is niet de geest van het reglement en ook niet onze bedoeling. Als dit punt een probleem vormt, stel ik voor dat we het verduidelijken.

23 Mobilité - The Bike Project, Edition 2025 - Convention.

LE CONSEIL,

Vu les articles 117 et 123 de la Nouvelle loi communale ;

Vu l'ordonnance du 2 mai 2013 portant le Code bruxellois de l'Air, du Climat et de la Maîtrise de l'Energie adoptée par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, et plus particulièrement l'article 2.3.30 portant sur le fait de changer les habitudes de déplacement (...), en vue d'augmenter les déplacements à pied, en vélo ou en transports en commun, de rationaliser l'usage de la voiture individuelle et de diminuer le nombre de voitures à proximité du site où s'exerce l'activité, en favorisant d'autres modes de déplacement ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 1er juin 2017 relatif aux plans de déplacements d'entreprises et la mise en œuvre d'un transfert modal, c'est-à-dire la diminution de la part de l'autosolisme au profit des modes de déplacement s'intégrant dans une gestion durable de la mobilité et plus respectueux de l'environnement, tels que la marche à pied, le vélo, les transports en commun privé ou public et le covoiturage ;

Considérant que le processus d'élaboration du Plan d'Action Climat a permis d'établir des actions prioritaires afin d'arriver à la neutralité carbone d'ici 2050 et également à assurer l'exemplarité des pouvoirs publics ;

Considérant que la Région de Bruxelles-Capitale (Bruxelles Environnement) a ouvert un appel à candidature pour bénéficier de l'accompagnement gratuit appelé 'The Bike Project' dans le but de développer la pratique du vélo au sein des organisations bruxelloises ;

Considérant que Bruxelles Environnement a validé la candidature de la commune de Forest ;

Considérant qu'une charte d'engagement a été définie par Bruxelles Environnement et que ceux-ci s'engagent à :

- proposer un modèle de plan d'actions vélo et une méthodologie de travail ;
- mettre à disposition des vélos en test (classiques, à assistance électrique, pliants, cargo et speed-pedelects) pour les membres du personnel pendant minimum 10 jours, y compris les accessoires (cadenas, casque, fonte, siège enfant, charrette) et un service de dépannage ;
- organiser des formations à la circulation en ville (3 heures de formation au départ de l'organisation / 15 employés par formation) ;
- conseiller des itinéraires vélo domicile-travail ou entre sites sur carte digitale ;
- organiser une promenade à vélo thématique à l'attention des membres du personnel ;
- organiser 3 workshops de sensibilisation et de mise en réseau des coordinateurs mobilité du projet ;
- fournir des supports pour la communication interne et alimenter les outils d'accompagnement (notamment un site Internet) ;
- assurer une visibilité externe (publier des informations via les médias et les réseaux sociaux) ;
- fournir des informations sur les actions de mobilité durable soutenues par la Région de Bruxelles-Capitale.

Considérant que les signataires s'engagent à collaborer activement pour à :

- définir le site pilote où sera mené le projet en priorité ;
- dégager du temps suffisant, autour de 5 heures par mois, pour la coordinatrice du projet vélo cargo pour piloter le projet et s'y impliquer ;
- réaliser le diagnostic de la situation vélo et, sur cette base, définir un plan d'actions vélo (avec l'aide d'un expert de Pro Velo) ;
- tout mettre en œuvre, en particulier les ressources financières et humaines, pour atteindre les objectifs définis ;
- mettre les infrastructures vélo aux normes PDE ;
- impliquer d'autres membres du personnel et leur dégager du temps de travail pour collaborer ponctuellement au projet en appui du coordinateur mobilité (au moins un membre de la direction, une personne du service infrastructures et une personne du service communication), la Mobility Manager sera également impliquée ponctuellement ;
- participer aux 3 workshops de sensibilisation et de mise en réseau ;
- utiliser les supports de communication mis à disposition dans le cadre de ce projet ;
- promouvoir en interne les actions de la Région relatives à la mobilité durable.

DECIDE :

1. D'approuver la charte d'engagement pour développer la pratique du vélo au sein des organisations bruxelloises ;
2. D'approuver les engagements repris dans la charte, à savoir :
 - définir le site pilote où sera mené le projet en priorité ;
 - dégager du temps suffisant, autour de 5 heures par mois, pour la coordinatrice du projet vélo cargo pour piloter le projet et s'y impliquer ;
 - réaliser le diagnostic de la situation vélo et, sur cette base, définir un plan d'actions vélo (avec l'aide d'un expert de Pro Velo) ;
 - tout mettre en œuvre, en particulier les ressources financières et humaines, pour atteindre les objectifs définis ;

- mettre les infrastructures vélo aux normes PDE ;
 - impliquer d'autres membres du personnel et leur dégager du temps de travail pour collaborer ponctuellement au projet en appui du coordinateur mobilité (au moins un membre de la direction, une personne du service infrastructures et une personne du service communication), la Mobility Manager sera également impliquée ponctuellement ;
 - participer aux 3 workshops de sensibilisation et de mise en réseau ;
 - utiliser les supports de communication mis à disposition dans le cadre de ce projet ;
 - promouvoir en interne les actions de la Région relatives à la mobilité durable ;
3. De charger le Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire communale ou son délégué, aux fins de représenter valablement la Commune de Forest lors de la signature de la convention.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

36 votants : 36 votes positifs.

Mobiliteit - The Bike Project, Editie 2025 - Overeenkomst.

DE RAAD,

Gelet op artikel 117 en 123 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie van 2 mei 2013 houdende het Brussels Wetboek van Lucht, Klimaat en Energiebeheersing aangenomen door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, inzonderheid artikel 2.3.30 betreffende de verplaatsingsgewoontes van de deelnemers te veranderen (...), met het oog op meer verplaatsingen te voet, met de fiets of het openbaar vervoer, een rationeel gebruik van de auto en een vermindering van het aantal auto's in de omgeving van de site waar de activiteit plaatsvindt door andere vervoerswijzen te promoten;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 1 juni 2017 betreffende de bedrijfsvervoerplannen en de uitvoering van een modal shift, d.w.z. de vermindering van het aandeel van het autosolisme ten voordele van de vervoerswijzen die aansluiten bij een duurzaam mobiliteitsbeheer en die milieuvriendelijker zijn, zoals het te voet gaan, het fietsen, het gebruik van openbaar of privaat collectief vervoer en het carpoolen;

Overwegende dat het proces van het opstellen van het Klimaatactieplan het mogelijk heeft gemaakt prioritaire acties vast te leggen om tegen 2050 koolstofneutraliteit te bereiken en er ook voor te zorgen dat de overheid een voorbeeldfunctie vervult;

Overwegende dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (Leefmilieu Brussel) een oproep tot kandidaatstelling heeft gelanceerd voor gratis ondersteuning onder de naam 'The Bike Project' met als doel het gebruik van de fiets bij Brusselse bedrijven te stimuleren;

Overwegende dat Leefmilieu Brussel de aanvraag van de gemeente Vorst heeft gevalideerd;

Overwegende dat Leefmilieu Brussel een engagementscharter heeft opgesteld en zich ertoe verbindt om:

- een fietsactieplan en een werkmethode voor te stellen;
- fietsen (klassieke, elektrische, plooi-fietsen, speed-pedelecs en cargofietsen), inclusief accessoires (slot, helm, kinderstoel, kar) en een pechverhelpingsdienst, gedurende minimum 10 dagen ter beschikking te stellen;
- opleidingen te organiseren om in het stadsverkeer te fietsen (een opleiding van 3 uur bij aanvang van het project / 15 medewerkers per opleiding);
- fietsroutes op de kaart (digitale) voor te stellen voor woon-werkroutes of tussen de verschillende locaties of ontmoetingspunten;
- een thematische fietstocht te organiseren voor het personeel;
- 3 workshops te organiseren met de mobiliteitscoördinatoren rond sensibilisatie en het

uitwisselen van ervaringen;

- ondersteuning te bieden bij interne communicatie en middelen voor de begeleiding te voorzien (i.e. een website, ...);
- externe zichtbaarheid te verzekeren (informatie doorspelen aan media en sociale media);
- informatie te verstrekken over de activiteiten rond duurzame mobiliteit ondersteund door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat de ondertekenaars zich ertoe verbinden actief samen te werken om:

- de proeflocatie te bepalen waar het project eerst zal plaatsvinden;
- tijd vrij te maken, ongeveer 5u per maand voor de coördinatrice van het cargofietsproject, om het project op te volgen en betrokkenheid te tonen;
- een analyse te maken van de fietsmobiliteit binnen het bedrijf, en op basis daarvan een fietsactieplan te bepalen (met behulp van een deskundige van Pro Velo);
- alles, in het bijzonder de financiële en personele middelen, in het werk te stellen om de vooropgestelde doelen te bereiken;
- zich te engageren om fietsvoorzieningen aan te passen volgens de BVP-normen;
- andere personeelsleden (ten minste een lid van de directie, de communicatiedienst en de dienst infrastructuur) in te zetten die af en toe meewerken aan het project om de mobiliteitsverantwoordelijke te ondersteunen; de mobility manager zal ook af en toe meewerken;
- deel te nemen aan 3 sensibiliserings- en netwerkworkshops;
- de communicatiemiddelen te gebruiken die ter beschikking worden gesteld in het kader van dit project;
- de acties van het Gewest inzake duurzame mobiliteit intern te promoten;

BESLIST:

1. Goedkeuring te verlenen aan het engagementscharter om het gebruik van de fiets bij Brusselse bedrijven te stimuleren;
2. Goedkeuring te verlenen aan de verbintenissen die in het charter zijn opgenomen, te weten:
 - de proeflocatie te bepalen waar het project eerst zal plaatsvinden;
 - tijd vrij te maken, ongeveer 5u per maand voor de coördinatrice van het cargofietsproject, om het project op te volgen en betrokkenheid te tonen;
 - een analyse te maken van de fietsmobiliteit binnen het bedrijf, en op basis daarvan een fietsactieplan te bepalen (met behulp van een deskundige van Pro Velo);
 - alles, in het bijzonder de financiële en personele middelen, in het werk te stellen om de vooropgestelde doelen te bereiken;
 - zich te engageren om fietsvoorzieningen aan te passen volgens de BVP-normen;
 - andere personeelsleden (ten minste een lid van de directie, de communicatiedienst en de dienst infrastructuur) in te zetten die af en toe meewerken aan het project om de mobiliteitsverantwoordelijke te ondersteunen; de mobility manager zal ook af en toe meewerken;
 - deel te nemen aan 3 sensibiliserings- en netwerkworkshops;
 - de communicatiemiddelen te gebruiken die ter beschikking worden gesteld in het kader van dit project;
 - de acties van het Gewest inzake duurzame mobiliteit intern te promoten;
3. De Burgemeester of zijn afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris of haar afgevaardigde, te gelasten om de gemeente Vorst geldig te vertegenwoordigen bij het ondertekenen van de overeenkomst.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

24 **Mobilité - Projet vélo cargo - Remorquable - Convention relative à la mise à disposition d'un espace pour une antenne d'emprunt de remorques à vélos.**

LE CONSEIL,

Vu les articles 117 et 123 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu l'ordonnance du 2 mai 2013 portant le Code bruxellois de l'Air, du Climat et de la Maîtrise de l'Energie adoptée par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, et plus particulièrement l'article 2.3.30 portant sur le fait *de changer les habitudes de déplacement (...), en vue d'augmenter les déplacements à pied, en vélo ou en transports en commun, de rationaliser l'usage de la voiture individuelle et de diminuer le nombre de voitures à proximité du site où s'exerce l'activité, en favorisant d'autres modes de déplacement* ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 1er juin 2017 relatif aux plans de déplacements d'entreprises et la mise en œuvre d'un transfert modal, c'est-à-dire *la diminution de la part de l'autosolisme au profit des modes de déplacement s'intégrant dans une gestion durable de la mobilité et plus respectueux de l'environnement, tels que la marche à pied, le vélo, les transports en commun privé ou public et le covoiturage* ;

Considérant que le processus d'élaboration du Plan d'Action Climat a permis d'établir des actions prioritaires afin d'arriver à la neutralité carbone d'ici 2050 et également à assurer l'exemplarité des pouvoirs publics ;

Considérant que le projet « vélos cargos » s'inscrit dans le cadre de l'appel à projets « Action Climat » de Bruxelles Environnement pour la mise en œuvre de solutions de mobilité durable ;

Considérant que la commune a obtenu deux subventions, l'une de 25 000,00 € accordée par la Région de Bruxelles-Capitale, et l'autre de 75 000,00 € octroyée par Bruxelles Environnement pour le recrutement d'un coordinateur de projet sur une période de deux ans afin de mener à bien ce projet ;

Considérant que ce projet, mené par le service Mobilité, s'adresse à l'ensemble des services communaux, et concerne également en partie le CPAS de Forest ;

Considérant que l'objectif principal de ce projet est de promouvoir l'utilisation de vélos cargos au sein de l'administration communale pour les déplacements professionnels ;

Considérant que l'exemplarité de l'administration communale constitue un enjeu central de ce projet ;

Considérant que le service Mobilité souhaite soutenir les acteurs locaux engagés dans la mise à disposition de remorques pour vélos au bénéfice des citoyens ;

Considérant que l'ASBL Remorquable vise à augmenter la disponibilité des remorques sur le territoire de Forest ;

Considérant la décision du collège du 7 novembre 2024 d'approuver la création d'un point d'emprunt pour une remorque de l'ASBL Remorquable sur le site du centre technique de l'administration communale, Chaussée de Bruxelles 112 à 1190 Forest, permettant ainsi aux citoyens d'emprunter une remorque pour vélos ;

Considérant qu'une convention a été définie concernant le point d'emprunt pour remorques à vélos par l'ASBL Remorquable et adapté par le service des propriétés communales de l'administration

communale de Forest ;

Considérant que la convention concernant le point d'emprunt pour remorques à vélos est joint au dossier ;

DECIDE:

D'approuver la convention jointe au dossier entre la Commune de Forest et l'ASBL Remorquable concernant le point d'emprunt pour remorques à vélos.

De charger le Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire communale ou son délégué, aux fins de représenter valablement la Commune de Forest lors de la signature de la convention.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

36 votants : 36 votes positifs.

Mobiliteit - Bakfietsproject - Remorquable - Overeenkomst inzake de terbeschikkingstelling van een ruimte voor een uitleenantenne voor fietskarren.

DE RAAD,

Gelet op artikel 117 en 123 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie van 2 mei 2013 houdende het Brussels Wetboek van Lucht, Klimaat en Energiebeheersing aangenomen door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, inzonderheid artikel 2.3.30 betreffende *de verplaatsingsgewoontes van de deelnemers te veranderen (...), met het oog op meer verplaatsingen te voet, met de fiets of het openbaar vervoer, een rationeel gebruik van de auto en een vermindering van het aantal auto's in de omgeving van de site waar de activiteit plaatsvindt door andere vervoerswijzen te promoten*;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 1 juni 2017 betreffende de bedrijfsvervoerplannen en de uitvoering van een modal shift, d.w.z. *de vermindering van het aandeel van het autosolisme ten voordele van de vervoerswijzen die aansluiten bij een duurzaam mobiliteitsbeheer en die milieuvriendelijker zijn, zoals het te voet gaan, het fietsen, het gebruik van openbaar of privaat collectief vervoer en het carpoolen*;

Overwegende dat het proces van het opstellen van het Klimaatactieplan het mogelijk heeft gemaakt prioritaire acties vast te leggen om tegen 2050 koolstofneutraliteit te bereiken en er ook voor te zorgen dat de overheid een voorbeeldfunctie vervult;

Overwegende dat het "bakfietsproject" kadert in de projectoproep "Klimaatactie" van Leefmilieu Brussel voor de implementatie van duurzame mobiliteitsoplossingen;

Overwegende dat de gemeente twee subsidies heeft gekregen, een van 25.000,00 €, toegekend door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, en een andere van 75.000,00 €, toegekend door Leefmilieu Brussel voor de aanwerving van een projectcoördinator voor een periode van twee jaar om dit project in goede banen te leiden;

Overwegende dat dit project, geleid door de Mobiliteitsdienst, zich richt op alle gemeentediensten, en ook deels betrekking heeft op het OCMW van Vorst;

Overwegende dat de belangrijkste doelstelling van dit project is om het gebruik van bakfietsen binnen het gemeentebestuur voor professionele verplaatsingen te promoten;

Overwegende dat de voorbeeldfunctie van het gemeentebestuur een van de centrale thema's van dit project is;

Overwegende dat de Mobiliteitsdienst de lokale actoren wenst te ondersteunen die betrokken zijn bij het ter beschikking stellen van fietskarren aan de burgers;

Overwegende dat de vzw Remorquable de beschikbaarheid van fietskarren in Vorst wil vergroten;

Overwegende de beslissing van het College van 7 november 2024 tot goedkeuring van de oprichting van een uitleenpunt voor een fietskar van vzw Remorquable op de site van het technisch centrum van het gemeentebestuur, Brusselsesteenweg 112 te 1190 Vorst, zodat burgers een fietskar kunnen lenen;

Overwegende dat er een overeenkomst betreffende het uitleenpunt voor fietskarren werd opgesteld door vzw Remorquable en aangepast door de dienst Gemeente-eigendommen van het gemeentebestuur van Vorst;

Overwegende dat de overeenkomst betreffende het uitleenpunt voor fietskarren bij het dossier is gevoegd;

BESLIST:

De bij het dossier gevoegde overeenkomst tussen de Gemeente Vorst en de vzw Remorquable betreffende het uitleenpunt voor fietskarren goed te keuren;

De Burgemeester of zijn afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris of haar afgevaardigde, te gelasten om de gemeente Vorst geldig te vertegenwoordigen bij het ondertekenen van de overeenkomst.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

AFFAIRES GÉNÉRALES - ALGEMENE ZAKEN

Secrétariat - Secretariaat

25 Affaires générales - Mandats (Foyer du Sud) - Désignations - Revu. (*Ajouté en séance*)

LE CONSEIL,

Revu sa décision du 18 février 2025 désignant :

Monsieur Charles SPAPENS en tant que membre à l'assemblée générale ;

Madame Florence BRASSART, Monsieur Cédric PIERRE - DE PERMENTIER, Monsieur Simon DE BEER, Monsieur Pavel YANCHEV, Monsieur Zineddine WAKRIM, Madame Jessica FARACCI, Monsieur Matthieu TIHON, en tant que membre au Conseil d'administration ;

Vu l'article 120, § 2 de la nouvelle loi communale ;

Vu les statuts du Foyer du Sud, notamment l'article 30 ;

DECIDE,

De designer Monsieur Charles SPAPENS en tant que membre à l'assemblée générale ;

De designer Madame Florence BRASSART, Monsieur Cédric PIERRE - DE PERMENTIER, Monsieur Simon DE BEER, Monsieur Pavel YANCHEV, Monsieur Zineddine WAKRIM, Madame

Jessica FARACCI, Monsieur Matthieu TIHON, en tant que membre au Conseil d'administration.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

36 votants : 36 votes positifs.

Algemene zaken - Mandaten (Zuiderhaard) - Aanstellingen - Herziening. (Toegevoegd tijdens de zitting)

DE RAAD,

Zijn beslissing van 18 februari 2025 herzien om:

De heer Charles SPAPENS aan te stellen als lid van de algemene vergadering;

Mevrouw Florence BRASSART, de heer Cédric PIERRE - DE PERMENTIER, de heer Simon DE BEER, de heer Pavel YANCHEV, de heer Zineddine WAKRIM, mevrouw Jessica FARACCI en de heer Matthieu TIHON aan te stellen als lid van de raad van bestuur;

Gelet op artikel 120 §2 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de statuten van de Zuiderhaard, inzonderheid artikel 30;

BESLIST

De heer Charles SPAPENS aan te stellen als lid van de algemene vergadering;

Mevrouw Florence BRASSART, de heer Cédric PIERRE - DE PERMENTIER, de heer Simon DE BEER, de heer Pavel YANCHEV, de heer Zineddine WAKRIM, mevrouw Jessica FARACCI en de heer Matthieu TIHON aan te stellen als lid van de raad van bestuur.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

Sécurité civile - Civiele bescherming

26 Sécurité civile – Police administrative – Ordre public – Ordonnance de police – Confirmation. (Ajouté en séance)

LE CONSEIL,

Vu les articles 134, §1er et 135, §2 de la Nouvelle loi communale ;

Vu l'Ordonnance de police du bourgmestre du 10 mars 2025 portant sur la limitation de fréquentation du Square Madelon et de ses abords en vue de maintenir l'ordre public et de prévenir les nuisances publiques liées à la consommation, la vente et le trafic de drogues, jointe au dossier ;

Attendu que l'article 134, §1er précité de la Nouvelle loi communale habilite le Bourgmestre, "En cas d'émeutes, d'attroupements hostiles, d'atteintes graves portées à la paix publique ou d'autres

événements imprévus, lorsque le moindre retard pourrait occasionner des dangers ou des dommages pour les habitants, [...] [à] faire des ordonnances de police, à charge d'en donner sur le champ communication au conseil [...], en y joignant les motifs pour lesquels il a cru devoir se dispenser de recourir au conseil. [...]. Ces ordonnances cesseront immédiatement d'avoir effet si elles ne sont confirmées par le conseil à sa plus prochaine réunion » ;

Qu'à c'est égard, il convient de confirmer ladite Ordonnance en application de l'article 134, §1er de la Nouvelle loi communale ;

DECIDE :

De confirmer l'Ordonnance de police du bourgmestre du 10 mars 2025 portant sur la limitation de fréquentation du Square Madelon et de ses abords en vue de maintenir l'ordre public et de prévenir les nuisances publiques liées à la consommation, la vente et le trafic de drogues.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

36 votants : 36 votes positifs.

Civiele veiligheid – Bestuurlijke politie – Openbare orde – Politieverordening – Bekrachtiging.
(Toegevoegd tijdens de zitting)

DE RAAD,

Gelet op artikel 134, §1 en 135, §2 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de politieverordening van de burgemeester van 10 maart 2025 houdende de beperking van de toegang tot de Madelonsquare en de omgeving ervan om de openbare orde te handhaven en openbare overlast in verband met drugsgebruik, -verkoop en -handel te voorkomen, toegevoegd aan het dossier;

Overwegende dat het bovengenoemde artikel 134, §1 van de Nieuwe Gemeentewet de burgemeester de bevoegdheid geeft, "In geval van oproer, kwaadwillige samenscholing, ernstige stoornis van de openbare rust of andere onvoorziene gebeurtenissen, waarbij het geringste uitstel gevaar of schade zou kunnen opleveren voor de inwoners, [...] politieverordeningen [te] maken, onder verplichting om daarvan onverwijld aan de gemeenteraad kennis te geven [...], met opgave van de redenen waarom hij heeft gemeend zich niet tot de raad te moeten wenden. [...]. Die verordeningen vervallen dadelijk, indien zij door de raad in de eerstvolgende vergadering niet worden bekrachtigd";

Dat in dit verband de genoemde verordening moet worden bekrachtigd in toepassing van artikel 134, §1 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST:

De politieverordening van de burgemeester van 10 maart 2025 houdende de beperking van de toegang tot de Madelonsquare en de omgeving ervan om de openbare orde te handhaven en openbare overlast in verband met drugsgebruik, -verkoop en -handel te voorkomen, te bekrachtigen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

27 Question orale relative à la fermeture de l'usine Audi Brussels à Forest et ses impacts sur la commune (à la demande de Monsieur Peycker, conseiller communal).

Monsieur le Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les Échevins, chers collègues,

La fermeture de l'usine Audi Brussels à Forest, le 28 février 2025 dernier, représente un défi majeur pour notre commune. Cette décision affecte directement 3 000 emplois, sans compter les emplois indirects chez les sous-traitants. Le site d'Audi, qui occupe 10 % du territoire de Forest, joue un rôle crucial dans notre économie locale et son avenir soulève de nombreuses inquiétudes parmi nos concitoyens.

Notre Mouvement Les Engagés est profondément préoccupé par l'impact social et économique de cette fermeture. Lors d'un précédent Conseil Communal, nous avons plaidé pour une approche proactive visant à préserver l'emploi qui pouvait l'être et à anticiper une reconversion durable du site. La situation à Forest n'est pas sans rappeler autres fermetures d'usines automobiles en Belgique, où des efforts de reconversion ont été entrepris avec des résultats variables.

Voici nos question :

1. Quelles mesures concrètes ont été mises en place par la commune pour accompagner les travailleurs forestois.e.s (et autres) d'Audi et des sous-traitants dans leur recherche d'emploi ou leur reconversion professionnelle ?
2. Est-ce que la commune collabore actuellement avec la Région bruxelloise et le gouvernement fédéral ? Et si oui comment ?
3. Quels plans spécifiques ont été élaborés pour le réaménagement du site, en tenant compte de l'équilibre entre activités économiques, logements, espaces verts et espaces dédié au sport ?
4. Quelles actions ont été entreprises pour soutenir les commerces locaux qui pourraient être impactés par la perte d'activité liée à la fermeture de l'usine ?
5. En comparaison avec la reconversion d'autres sites industriels en Flandre ou ailleurs, quelles bonnes pratiques la commune de Forest envisage-t-elle d'adopter ?

La fermeture de l'usine Audi représente un tournant pour Forest. Il est crucial que nous agissions de manière décisive pour transformer ce défi en opportunité de développement durable pour notre commune.

Je vous remercie, Monsieur le Bourgmestre, pour vos réponses et votre engagement sur ce sujet crucial pour l'avenir de Forest et de ses habitants.

Pour Les Engagé.e.s

Stéphane Peycker

Le point est reporté.

36 votants : 36 votes positifs.

Mondelinge vraag over sluiting van de fabriek Audi Brussels en de gevolgen ervan voor de gemeente (op vraag van de heer Peycker, gemeenteraadslid).

Sluiting van de fabriek Audi Brussels en de gevolgen ervan voor de gemeente

Geachte heer burgemeester, Dames en heren schepenen, Beste collega's,

De sluiting van de Audi Brussels fabriek in Vorst op 28 februari 2025 vormt een grote uitdaging voor onze gemeente. Deze beslissing heeft rechtstreekse gevolgen voor 3.000 jobs, plus de indirecte

betrekkingen bij de onderaannemers. De Audi-vestiging, die 10% van het grondgebied van Vorst inneemt, speelt een cruciale rol in onze lokale economie en de toekomst ervan baart onze medeburgers veel zorgen.

Onze beweging Les Engagés maakt zich grote zorgen over de sociale en economische gevolgen van deze sluiting. Tijdens een vorige gemeenteraad hebben we gepleit voor een proactieve aanpak, gericht op het behoud van jobs die gered konden worden en het anticiperen op een duurzame reconversie van de site. De situatie in Vorst doet denken aan andere sluitingen van autofabrieken in België, waar reconversiepogingen zijn ondernomen met wisselend resultaat.

Onze vragen:

1. Welke concrete maatregelen heeft de gemeente genomen om de Vorstse werknemers (en anderen) bij Audi en de onderaannemers te ondersteunen bij hun zoektocht naar werk of omscholing?
2. Werkt de gemeente momenteel samen met het Brussels Gewest en de federale overheid? Zo ja, hoe?
3. Welke concrete plannen zijn er voor de reconversie van de site, rekening houdend met het evenwicht tussen economische activiteiten, huisvesting, groene ruimten en sportzones?
4. Welke maatregelen zijn er genomen om de lokale handelszaken te steunen die zouden kunnen worden getroffen door het verlies van activiteiten als gevolg van de sluiting van de fabriek?
5. Welke goede praktijkvoorbeelden wil Vorst toepassen in vergelijking met de reconversie van andere industriële sites in Vlaanderen en elders?

De sluiting van de Audi-fabriek betekent een keerpunt voor Vorst. Het is van cruciaal belang dat we vastberaden handelen om deze uitdaging om te zetten in een kans voor duurzame ontwikkeling voor onze gemeente.

Dank u, mijnheer de burgemeester, voor uw antwoorden en uw engagement in deze cruciale kwestie voor de toekomst van Vorst en zijn inwoners.

Voor Les Engagé.e.s

Stéphane Peycker

Het punt wordt verdaagd.
36 stemmers : 36 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

28 Question orale relative au projet de Nouveau Stade de l'Union Saint-Gilloise (à la demande de Monsieur Peycker, conseiller communal).

Monsieur le Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les Échevins, Chers Collègues,

L'Union Saint-Gilloise souhaite depuis plusieurs années quitter le stade Marien pour construire une infrastructure moderne sur le site du Bempt à Forest. Selon les informations relayées par la presse le 4 mars dernier, le club espère déposer une demande de permis de construire dans les prochains mois. Notre Bourgmestre a récemment déclaré que ce dossier, ayant déjà pris du retard, pouvait enfin avancer, tout en reconnaissant l'existence de défis liés aux questions hydrologiques et à la mobilité.

Ce projet, d'intérêt majeur pour le club, mais aussi pour la commune, soulève des enjeux en matière d'urbanisme, d'accessibilité et d'impact sur les riverains.

Les Engagé.e.s défendent une approche qui concilie développement sportif et qualité de vie pour les habitants. Il est impératif que les infrastructures sportives de Forest soient adaptées aux besoins du club tout en garantissant des aménagements équilibrés et respectueux du cadre de vie. La gestion des délais et la transparence du processus administratif sont également des points clés pour éviter un énième enlisement du dossier.

Dans ce cadre voici, nos questions :

1. Pouvez-vous détailler l'état d'avancement actuel du dossier et préciser les prochaines étapes que la commune et l'Union Saint-Gilloise devront franchir avant le dépôt officiel de la demande de permis ?
2. Quelles garanties pouvez-vous donner quant à l'organisation d'une concertation réelle et transparente avec les riverains et les acteurs locaux, afin d'intégrer efficacement leurs préoccupations dans le projet final ?
3. Comment la commune compte-t-elle assurer une transparence totale à chaque étape du processus, notamment en ce qui concerne les études d'impact, les décisions administratives et l'implication des citoyens ?
4. Quelles mesures concrètes seront mises en place pour limiter l'impact du stade sur la mobilité, singulièrement les jours de match, et garantir une fluidité des déplacements tout en minimisant les nuisances pour les riverains ?
5. Pouvez-vous confirmer que le financement du projet repose toujours entièrement sur des fonds privés ? L'ambition affichée de construire le stade le plus "green" d'Europe est-elle maintenue ? Enfin, le projet respecte-t-il toujours la capacité maximale annoncée d'environ 15 000 places ?
6. De quelle manière la commune veillera-t-elle à ce que cette infrastructure profite aux clubs amateurs, aux associations sportives locales, aux jeunes sportifs et aux écoles de Forest ? Quelles clauses spécifiques sont prévues dans le cahier des charges pour garantir cet objectif ?

Je vous remercie, Monsieur le Bourgmestre, pour vos réponses et pour votre engagement à garantir que ce projet profite à l'ensemble des Forestois.e.s.

Pour les Engagé.e.s,

Stéphane Peycker, Chef de groupe

Le point est reporté.

36 votants : 36 votes positifs.

Mondelinge vraag over het project voor het nieuwe stadion van Union Saint-Gilloise (op vraag van de heer Peycker, gemeenteraadslid).

Geachte heer burgemeester, Dames en heren schepenen, Beste collega's,

Union Saint-Gilloise hoopt al enkele jaren om het Marienstadion te verlaten en een moderne infrastructuur te bouwen op de Bemptsite in Vorst. Volgens persberichten van 4 maart hoopt de club in de komende maanden een stedenbouwkundige vergunning aan te vragen. Onze burgemeester verklaarde onlangs dat dit project, dat veel vertraging heeft opgelopen, eindelijk vooruitgang zou kunnen boeken, maar erkende dat er uitdagingen zijn in verband met de waterhuishouding en de mobiliteit. Dit project is van groot belang voor de club, maar ook voor de gemeente, en brengt uitdagingen met zich mee op het vlak van stedenbouw, toegankelijkheid en impact op de omwonenden.

Les Engagé.e.s pleiten voor een aanpak die sportontwikkeling en levenskwaliteit voor de buurtbewoners met elkaar verzoent. Het is absoluut noodzakelijk dat de sportfaciliteiten van Vorst

worden aangepast aan de behoeften van de club, waarbij een evenwichtige inrichting met respect voor de leefomgeving wordt gegarandeerd. Oog voor deadlines en de transparantie van het administratieve proces zijn ook belangrijke punten om te voorkomen dat het dossier voor de zoveelste keer vastloopt.

Onze vragen:

1. Kunt u de vordering van het dossier beschrijven en de volgende fasen aangeven die de gemeente en Union moeten doorlopen voordat de aanvraag voor de bouwvergunning officieel kan worden ingediend?
2. Welke garanties kunt u geven dat er echt en transparant overleg zal plaatsvinden met omwonenden en belanghebbenden, zodat er effectief kan rekening gehouden worden met hun bekommernissen in het definitieve project?
3. Hoe denkt de gemeente volledige transparantie te garanderen in elke fase van het proces, met name wat betreft de impactstudies, de administratieve besluiten en de betrokkenheid van de burgers?
4. Welke concrete maatregelen zullen er worden genomen om de impact van het stadion op de mobiliteit te beperken, in het bijzonder op wedstrijddagen, en om te zorgen voor een vlotte doorstroming van het verkeer met een minimale overlast voor de omwonenden?
5. Kunt u bevestigen dat het project ook in de toekomst volledig met privémiddelen zal worden gefinancierd? Blijft de ambitie om het 'groenste' stadion van Europa te bouwen? Ten slotte, respecteert het project nog steeds de aangekondigde maximumcapaciteit van ongeveer 15.000 plaatsen?
6. Hoe zal de gemeente ervoor zorgen dat deze infrastructuur ten goede komt aan amateurclubs, lokale sportverenigingen, jonge sporters en scholen uit Vorst? Welke specifieke clausules zijn er in het bestek opgenomen om deze doelstelling te waarborgen?

Bedankt, mijnheer de burgemeester, voor uw antwoorden en uw engagement om ervoor te zorgen dat dit project aan alle Vorstenaars ten goede komt.

Voor Les Engagé.e.s,

Stéphane Peycker, fractieleider

Het punt wordt verdaagd.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

29 **Question orale concernant la communication à l'attention des habitants concernant l'élagage des arbres de l'avenue Neptune (à la demande de Monsieur Loewenstein, conseiller communal).**
(Ajouté en séance)

Depuis le début du mois de mars, les habitants de l'avenue Neptune, et plus largement du quartier, ont été particulièrement surpris de l'élagage à ras du tronc d'une partie des arbres de leur voirie.

Beaucoup d'interrogations dans le quartier : pourquoi un tel élagage et pas un rafraichissement printanier revigorant ? Que va devenir ma rue ? Quand est-ce les branches repousseront ?

Ce type d'interrogations, et les inquiétudes et énervements qui s'ensuivent, n'auraient sans doute pas existé ou auraient été sans doute moindres, si une communication en bonne et due forme avait été adressée à l'attention des habitants de la rue. Communication dont je ne vois d'ailleurs aucune trace sur le site internet de la commune.

Pourriez-vous m'indiquer ce qui a été mis en place en terme de communication ? A ma connaissance

et selon les témoignages d'habitants du quartier. Rien. Pourquoi ? Qu'est-ce qui explique une telle lacune qui apparaît comme du mépris pour les habitants ?

Le Conseil approuve le projet de délibération.

36 votants : 36 votes positifs.

Mondelinge vraag over de communicatie naar de bewoners over het snoeien van de bomen aan de Neptunuslaan (op vraag van de heer Loewenstein, gemeenteraadslid). *(Toegevoegd tijdens de zitting)*

Sinds begin maart verbaasden de bewoners van de Neptunuslaan, en met uitbreiding van de wijk, zich zeer over het feit dat een aantal bomen in hun straat tot vlak tegen de stam werden gesnoeid.

Er waren heel wat vragen in de wijk: waarom een dergelijke snoeibeurt en niet een verkwikkende voorjaarsopfrisbeurt? Wat gebeurt er met mijn straat? Wanneer groeien de takken terug?

Dit soort vragen, en de daaruit voortvloeiende bezorgdheid en irritatie, zouden er waarschijnlijk niet geweest zijn, of zouden wellicht minder geweest zijn, als de bewoners van de straat correct waren geïnformeerd. Ik zie overigens geen spoor van deze communicatie op de website van de gemeente.

Kunt u mij vertellen wat er op het vlak van communicatie gedaan is? Voor zover ik weet en volgens wat buurtbewoners mij hebben verteld: niets. Waarom niet? Hoe kan een dergelijk gebrek aan informatie worden verklaard, waaruit minachting voor de bewoners lijkt te blijken?

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

Intervention de Mr Loewenstein.

Exposé de la question.

Par ailleurs, certains habitants m'informent avoir obtenu deux promesses de votre part, Mr Mugabo : l'analyse sanitaire des arbres tronqués et une visite de la cime des arbres à partir d'un élévateur pour constater leur état. Rien n'a été réalisé, malgré plusieurs rappels.

Enfin, si l'élagage continue jusqu'au 1^{er} avril, les habitants souhaitent assister à ces élagages et recevoir des explications de la part des élagueurs pendant la coupe. Pourriez-vous organiser cela ?

Réponse de Mr Mugabo.

Les élagages dans le quartier Neptune concernent les pseudo-acacias qui ne sont pas en pleine forme et qui produisent beaucoup de bois morts en cas de tempête qui tombent sur la voie publique. On effectue des tailles de rajeunissement qui permet à l'arbre de repartir avec du bois sain. Ces tailles doivent avoir lieu tous les deux ou trois ans. Nous avons effectué le même type de taille en 2022-2023 et on a bien vu que les feuillages repoussent et que l'arbre reprend de la vigueur.

Concernant la communication, vous avez raison. Il n'y a absolument aucun mépris de la part de l'administration ou du collège mais, clairement, il doit y avoir une nette amélioration. Nous ne communiquons pas lors des élagages annuels mais pour les élagages plus particuliers, nous devons mieux communiquer.

Concernant les éléments rajoutés, des promesses ont en effet été faites au comité de quartier. Suite à la consultation du SIPP (service de prévention), il s'avère qu'ils ont remis un avis négatif pour l'accès à l'élévateur par des riverains non-assurés. Cela n'empêche toutefois pas d'organiser d'autres types d'explications ou de visites. Je vais voir avec les services concernés comment cela pourrait se faire dans les semaines à venir.

Réplique de Mr Loewenstein.

Le manque de communication est ressenti comme du mépris. Ce que demandent les riverains, c'est de la transparence, c'est qu'on leur donne accès à cette étude, qu'ils puissent constater d'eux-mêmes et que les coupes soient justifiées.

Mr Mugabo précise qu'une base de données sur l'état phytosanitaire des arbres existe et qu'il est prêt à la communiquer à qui veut. Mr Mugabo précise que 85% des arbres se portent bien mais que dans ce quartier, il y a des difficultés, que chaque année il y a des risques importants en cas de tempête.

Tussenkomst van de heer Loewenstein

Toelichting bij de vraag.

Een aantal bewoners heeft mij laten weten dat zij van u, mijnheer Mugabo, twee beloftes hebben gekregen: dat de afgeknotte bomen zouden worden geanalyseerd op gezondheidsproblemen en dat de boomtoppen vanuit een lift zouden worden bekeken om hun conditie vast te stellen. Er is niets gedaan, ondanks verschillende herinneringen.

Tot slot, als het snoeien doorgaat tot 1 april, willen de bewoners hier graag bij zijn en uitleg krijgen van de snoeiers tijdens de werken. Kunt u dit organiseren?

Antwoord van de heer Mugabo

De snoeiwerken in de Neptunuswijk hebben betrekking op de pseudo-acacia's, die niet in de beste staat zijn en bij storm veel dood hout produceren dat op de openbare weg valt. We voeren verjongingssnoei uit, waardoor er weer gezond hout aan de boom groeit. Deze snoei moet om de twee of drie jaar plaatsvinden. In 2022-2023 hebben we dezelfde snoei uitgevoerd en zagen we dat het gebladerte teruggroeit en dat de boom weer sterker wordt.

U heeft gelijk wat de communicatie betreft. Er is absoluut geen minachting vanwege de administratie of het College, maar er is duidelijk een verbetering nodig. We communiceren niet bij jaarlijkse snoeibeurten, maar voor specifiekere snoeiwerken moeten we beter communiceren.

Wat de toegevoegde elementen betreft zijn er inderdaad beloftes gedaan aan het wijkcomité. Na overleg met de IDPBW (Preventiedienst) blijkt dat zij een negatief advies hebben uitgebracht voor de toegang tot de lift voor niet-verzekerde buurtbewoners. Dit neemt echter niet weg dat er andere soorten uiteenzettingen of bezoeken kunnen worden georganiseerd. Ik zal de komende weken met de betrokken diensten bekijken hoe dit kan worden gedaan.

Repliek van de heer Loewenstein

Het gebrek aan communicatie wordt gezien als minachting. Wat de buurtbewoners vragen is transparantie, dat ze toegang krijgen tot dit onderzoek, dat ze het zelf kunnen vaststellen en dat de werken gerechtvaardigd zijn.

De heer Mugabo wijst erop dat er een database bestaat met de fyto-sanitaire staat van de bomen en dat hij bereid is deze te delen met iedereen die dat wil. De heer Mugabo verduidelijkt dat 85% van de bomen het goed doet, maar dat er problemen zijn in deze wijk en dat er elk jaar ernstig gevaar is bij storm.

1 annexe / 1 bijlage

30 Question orale concernant les couacs de communication et lacunes en matière de participation dans le cadre du projet de rénovation de la place Saint-Denis (à la demande de Monsieur Loewenstein, conseiller communal). (Ajouté en séance)

Le 12 mars dernier, une demande d'interpellation citoyenne était déposée à la commune en vue d'être développée lors du conseil communal de ce 25 mars. Elle a été déclarée irrecevable car pas déposée en bonne et due forme dans les délais. Or, elle a bien été déposée au moins 7 jours francs avant la réunion du Conseil. Seulement, la personne qui l'a déposée l'a fait physiquement en se rendant à la commune et s'est adressée, de bonne foi, au secrétariat/accueil du rez-de-chaussée sans être, sans doute de bonne foi également, redirigée vers le secrétariat communal au 1^{er} étage. Résultat : la secrétaire communale n'a eu connaissance de cette demande que le mercredi 19/3, soit une semaine plus tard, hors délai donc... 1^{ère} frustration citoyenne.

Le 17 mars dernier, à 18h, une réunion d'information portant sur le projet (contesté) de rénovation de la place Saint-Denis se tenait dans la salle du Conseil. La seule adresse indiquée sur l'invitation était le 112 chaussée de Bruxelles (en référence au service qui gère le projet et se trouve dans ce bâtiment. S'agissant d'une réunion dans la salle du Conseil, une bonne quinzaine de citoyens attendent pendant une vingtaine de minutes devant l'entrée officielle de la commune, au 2 rue du Curé pour y participer. Ils ne pourront finalement entrer dans la salle que vers 18h20. L'entrée se faisant par le 59 ch. de Bruxelles. 2^{ème} frustration citoyenne.

Lors de la même réunion en présence d'une petite centaine de personnes, le micro était réservé aux seuls membres de la délégation communale, les questions des habitants étant la plupart du temps inaudibles pour les personnes assises derrière eux. 3^{ème} frustration citoyenne.

Par ailleurs, des citoyens apprennent que, dans le cadre du permis, il est demandé une requalification urbanistique de la place Saint-Denis, sans en savoir plus. Les riverains sont inquiets et se demandent quel sera le sort réservé à la place. Ils disent ne pas avoir été concertés sur cette demande de requalification qui semble être donc passée inaperçue. 4^{ème} frustration citoyenne.

Enfin, un comité de quartier a déposé pour ce projet auprès de la commission de concertation des observations signées par 269 habitants : les écrits de 213 personnes ont été comptabilisés comme 1 seule observation alors que les mails sont comptabilisés individuellement. Résultat, on réduit ainsi l'ampleur des opposants à un projet. 5^{ème} frustration citoyenne.

Les citoyens se sentent de plus en plus éloignés et mis à l'écart des décisions. Cinq exemples vous ont été présentés brièvement. Qu'allez-vous faire pour rétablir ce lien, mieux communiquer et mieux concerter ?

Le Conseil approuve le projet de délibération.
36 votants : 36 votes positifs.

Mondelinge vraag over het gebrek aan communicatie en inspraak bij het renovatieproject van het Sint-Denijsplein (op vraag van de heer Loewenstein, gemeenteraadslid). (Toegevoegd tijdens de zitting)

Op 12 maart van dit jaar werd bij het gemeentebestuur een verzoek tot burgerinterpellatie ingediend met het oog op behandeling tijdens de gemeenteraad van 25 maart. Het verzoek werd onontvankelijk verklaard omdat het niet binnen de gestelde termijn in de vereiste vorm was ingediend. Het verzoek werd evenwel ten minste 7 volle dagen voor de vergadering van de gemeenteraad ingediend. Het enige probleem was dat de persoon die het verzoek had ingediend dit persoonlijk had gedaan door zich naar de gemeente te begeven en zich te goeder trouw te wenden tot het secretariaat/onthaal op de begane grond zonder te worden doorverwezen, ongetwijfeld ook te goeder trouw, naar het gemeentesecretariaat op de eerste verdieping. Bijgevolg kreeg de gemeentesecretaris pas op woensdag 19 maart kennis van het verzoek, een week later, buiten de termijn... eerste frustratie bij de burgers.

Op 17 maart, om 18 uur, vond in de Raadzaal een informatievergadering plaats over het (betwiste) renovatieproject van het Sint-Denijsplein. Het enige adres op de uitnodiging was Brusselsesteenweg 112 (verwijzend naar de dienst die het project beheert en in dit gebouw gevestigd is). Aangezien de vergadering in de Raadzaal werd gehouden, wachtten een vijftiental burgers ongeveer twintig minuten voor de officiële ingang van de gemeente, aan de Pastoorstraat 2, om deze bij te wonen. Pas om 18.20 uur konden ze eindelijk de zaal binnen. De ingang was aan de Brusselsesteenweg 59. Tweede frustratie bij de burgers.

Tijdens dezelfde vergadering, die werd bijgewoond door een kleine honderd mensen, was de microfoon voorbehouden voor de leden van de gemeentelijke delegatie, en vragen van bewoners waren vaak onhoorbaar voor degenen die achter hen zaten. Derde frustratie bij de burgers.

De burgers vernamen ook dat er in het kader van de vergunning om een ruimtelijke bestemmingswijziging van het Sint-Denijsplein werd verzocht, zonder meer info. De buurtbewoners maken zich zorgen en vragen zich af wat er met het plein gaat gebeuren. Ze zeggen dat ze niet zijn geraadpleegd over dit verzoek tot ruimtelijke bestemmingswijziging, dat onopgemerkt lijkt te zijn gebleven. Vierde frustratie bij de burgers.

Uiteindelijk diende een buurtcomité opmerkingen over dit project in bij de overlegcommissie, ondertekend door 269 bewoners: de schriftelijke opmerkingen van 213 mensen werden geteld als één enkele opmerking, terwijl de e-mails afzonderlijk werden geteld. Het resultaat was een vermindering van het aantal mensen dat tegen het project was. Vijfde frustratie bij de burgers

Burgers hebben het gevoel steeds verder af te staan en te worden buitengesloten van de besluitvorming. Vijf voorbeelden zijn kort voorgesteld. Wat gaat u doen om deze band te herstellen, beter te communiceren en te overleggen?

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

Réponse de Mr Spapens.

Nous exprimons notre regret de ne pas avoir pu répondre oralement à l'interpellation citoyenne mais elle n'a pas été introduite dans les règles. Ce courrier a été déposé à mon nom. Nous avons répondu largement par écrit. Il y a différentes séances d'information et beaucoup de présentations de ce projet. Nous prenons bonne note de cet incident et nous allons faire de sorte que la procédure soit plus claire sur le site internet. A l'accueil, une personne a également mal aiguillé le courrier. Nous rappelons toutefois que ce type de situation n'est jamais arrivé.

Réponse de Mr Mugabo.

Il y a eu des séances d'information, des ateliers de participation. Nous avons constaté que des personnes sont arrivées en retard mais il n'y a eu aucune volonté de bloquer qui que ce soit. Nous serons vigilants à mieux préciser l'entrée du bâtiment. Concernant les micros, personne n'a soulevé ce problème.

Concernant l'enquête publique, le code d'aménagement du territoire prévoit de recueillir les éléments qui peuvent éclairer la commission. Cela n'a pas du tout comme vocation de sonder ou de mesurer l'adhésion ou non à un projet. Une seule intervention sur un élément qui semble pertinent suffit en soi à pouvoir modifier le projet.

Je n'ai pas compris la question de la requalification de la Place. La Place Saint-Denis va rester un espace public.

Réplique de Mr Loewenstein.

Vous admettez qu'il y a eu plusieurs « couacs » au niveau de l'organisation, dont un soucis d'aiguillage qu'il faudra corriger à l'avenir.

Sur le fond, je souhaite qu'on organise une commission de manière à expliquer ce projet aux conseillers communaux.

Antwoord van de heer Spapens

Wij betreuren het dat we niet mondeling op de burgerinterpellatie hebben kunnen reageren, maar die was niet volgens de regels ingediend. Deze brief is op mijn naam ingediend. We hebben uitgebreid schriftelijk geantwoord. Er waren verschillende infosessies en veel presentaties over dit project. We nemen nota van dit incident en zullen ervoor zorgen dat de procedure op de website duidelijker wordt. Bij het onthaal heeft iemand de brief ook verkeerd doorgegeven. We willen er echter op wijzen dat dit soort situaties nog nooit eerder zijn voorgekomen.

Antwoord van de heer Mugabo

Er waren infosessies en participatiewerkshops. We stelden vast dat sommige mensen te laat kwamen, maar er was geen enkele intentie om iemand te blokkeren. We zullen ervoor zorgen dat de toegang tot het gebouw duidelijker wordt aangegeven. Wat de microfoons betreft, heeft niemand dit probleem aan de orde gesteld.

Wat het openbaar onderzoek betreft, voorziet het Wetboek Ruimtelijke Ordening in het verzamelen van informatie die de commissie kan helpen. Het is absoluut niet de bedoeling om de steun voor een project te peilen of te meten. Eén enkele opmerking over een relevant element is op zich voldoende om het project te wijzigen.

Ik heb de vraag over de herbestemming van het plein niet begrepen. Het Sint-Denijsplein blijft een openbare ruimte.

Repliek van de heer Loewenstein

U geeft toe dat er verschillende fouten gebeurd zijn op organisatorisch vlak, waaronder een probleem met de doorverwijzing, dat in de toekomst moet worden gecorrigeerd.

Inhoudelijk zou ik graag zien dat er een commissie wordt opgericht om dit project aan de

gemeenteraadsleden uit te leggen.

1 annexe / 1 bijlage

31 Question d'actualité relative à la fusillade intervenue rue de Mérode le 11 mars (la demande de Monsieur Pierre-De Permentier, conseiller communal) (*Ajouté en séance*)

Madame la Secrétaire communale,

Chère Betty,

Je souhaite poser une question d'actualité au conseil communal concernant la fusillade intervenue rue de Mérode le 11 mars.

Le Bourgmestre pourrait-il nous présenter les faits et les actions entreprises depuis la fusillade ?

D'avance merci.

Bien à vous,

Le Conseil approuve le projet de délibération.

36 votants : 36 votes positifs.

Actualiteitsvraag over de schietpartij in de De Merodestraat op 11 maart (op verzoek van de heer Pierre-De Permentier, gemeenteraadslid) (*Toegevoegd tijdens de zitting*)

Mevrouw de Gemeentesecretaris,

Beste Betty,

Ik wil graag een actualiteitsvraag stellen aan de gemeenteraad over de schietpartij in de De Merodestraat op 11 maart.

Kan de burgemeester ons vertellen wat er gebeurd is en welke maatregelen er genomen zijn sinds de schietpartij?

Dank bij voorbaat.

Met vriendelijke groeten,

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

Réponse de Mr Spapens.

A 23h16, la police reçoit un appel pour des bruits ressemblants à des coup de feux. A 23h20, la police est sur place et constate qu'il y a eu des échanges de tir. Dès le lendemain, il y a eu un renforcement dans le périmètre mais surtout une réflexion plus large qui est la limite et la

porosité des hotspots. Quand on voit qu'on touche à Jacques Frank, il y a une répercussion qui arrive à Bethléem. Quand on touche à Bethléem, il y a une répercussion à Saint-Antoine, puis Orban... et jusqu'à Divercity. Etonnamment, à Saint-Antoine, il y avait un sentiment d'amélioration et de bien-être qui avait été souligné par beaucoup de gens et arrivent ces fusillades... On a une réflexion avec la police pour élargir le hotspot de Saint-Antoine pour toucher Saint-Gilles, pour que la rue de Mérode soit un axe sur lequel le travail doit être le même pour les deux communes. Parallèlement, a été déposé sur vos bancs un arrêté du Bourgmestre qui concerne le quartier du Bempt, puisqu'on y avait un report de points de deals. Deux caméras ont été placées à Divercity et une au square Madelon. Nous sommes en attente d'une caméra temporaire au niveau de la place Orban. D'autres actions, avec l'appui de la police fédérale et d'autres zones, ont lieu dans notre commune pour pouvoir aussi se concentrer dans d'autres quartiers et/ou sur d'autres phénomènes (bris de vitre, consommation de protoxyde d'azote, etc.). L'enquête judiciaire suit son cours et des arrestations ont déjà eu lieu.

Réplique de Mr Pierre De Permentier.

Il est inquiétant de voir cette recrudescence dans un quartier déjà fortement marqué. Je suis également interpellé d'entendre que le problème se propage du côté du Bempt. J'entends qu'il est indispensable de développer des synergies avec les autres communes. Je pense que la réouverture du commissariat serait aussi très utile. J'entends que vous faites un lien entre l'implantation de caméras temporaires et la criminalité. Pourquoi ne pas planter définitivement des caméras ?

Réponse de Mr Spapens.

Au Bempt, ce qui plus inquiétant encore c'est la lutte de territoire pour un point de deal qui n'existait pas. Les caméras mobiles permettent d'être bougées partout dans la commune et d'étudier des phénomènes temporaires et nouveaux.

Un autre problème est l'âge des personnes. Par rapport aux mineurs, on souhaite des sanctions proportionnées via une SAC mais aussi une convocation des mineurs avec leurs parents. L'ordonnance hotspot qui sera d'application permet de faire des contrôles d'identité systématiques. Pour ce faire, on a rencontré le monde associatif forestois en expliquant qu'il ne s'agit pas d'une restriction de liberté mais bien d'une mesure de protection vis-à-vis de la jeunesse. Ceci a permis plus d'une quinzaine de sanctions administratives et cela n'a posé aucun problème. Au contraire, les habitants se sont sentis respirer.

Intervention de Mr Claise.

Sur le terrain, où en sommes-nous en matière de patrouilles de police car l'ambition est grande ?

Mr Spapens répond qu'il s'agit aussi de « casser » des points de deals en devenir. Je vous remercie pour vos encouragements.

Antwoord van de heer Spapens

Om 23u16 krijgt de politie een melding van geluiden die op schoten lijken. Om 23u20 is de politie ter plaatse en constateert dat er een vuurgevecht heeft plaatsgevonden. De volgende dag wordt de beveiliging in de perimeter versterkt, maar vooral wordt er breder nagedacht over de grenzen en het uitdijen van de hotspots. Als er iets gebeurt in de buurt van Jacques Franck,

heeft dat gevolgen rond Betlehem. Als er iets gebeurt in Betlehem, dan heeft dat een weerslag voor Sint-Antonius, vervolgens Orban ... en zelfs Divercity. Verrassend genoeg heerste er in de omgeving van Sint-Antonius een gevoel van verbetering voor velen en dan komen deze schietpartijen ... We zijn met de politie in overleg om de hotspot van Sint-Antonius uit te breiden naar Sint-Gillis, zodat de Merodestaat een as wordt waarop beide gemeenten hetzelfde doen. Parallel is er een burgemeestersbesluit voorgelegd dat betrekking heeft op de Bemptwijk, omdat daar een verschuiving van dealplekken plaatsvond. Er zijn twee camera's geplaatst in Divercity en één op de Madelonsquare. We wachten op een tijdelijke camera op het Orbanplein. Met de steun van de federale politie en andere zones worden in onze gemeente nog andere acties ondernomen om ons ook op andere wijken en/of andere fenomenen (glasbreuk, gebruik van lachgas, ...) te kunnen concentreren. Het gerechtelijk onderzoek loopt en er zijn al arrestaties verricht.

Repliek van de heer Pierre-De Permentier

Het is verontrustend om deze verergering te zien in een wijk die het al moeilijk heeft. Ik vind het ook zorgwekkend om te horen dat het probleem zich uitbreidt naar de Bemptwijk. Ik begrijp dat het essentieel is om synergie te ontwikkelen met andere gemeenten. Ik denk dat het ook zeer nuttig zou zijn om het politiecommissariaat te heropenen. Ik begrijp dat u een verband legt tussen de installatie van tijdelijke camera's en criminaliteit. Waarom zouden we geen permanente camera's plaatsen?

Antwoord van de heer Spapens

In de Bempt is nog zorgwekkender de strijd om een dealplek, wat nieuw is. Mobiele camera's kunnen overal in de gemeente worden ingezet om tijdelijke en nieuwe fenomenen te bestuderen.

Een ander probleem is de leeftijd van de betrokkenen. Wat minderjarigen betreft, willen we evenredige sancties via het systeem van de gemeentelijke administratieve sancties, maar we willen de minderjarigen ook samen met hun ouders oproepen. De verordening 'hotspots' die in werking treedt, maakt het mogelijk om stelselmatig identiteitscontroles uit te voeren. Daartoe hebben we een ontmoeting gehad met de Vorstse verenigingen en uitgelegd dat het niet om een vrijheidsbeperking gaat, maar om een beschermingsmaatregel ten aanzien van de jeugd. Dit heeft geleid tot een vijftiental administratieve sancties en dat heeft geen enkel probleem opgeleverd. Integendeel, de omwonenden voelden zich opgelucht.

Tussenkomst van de heer Claise

Hoe staat het er in de praktijk voor met de politiepatrouilles, want de ambitie is groot?

De heer Spapens antwoordt dat het ook gaat om het 'breken' van opkomende drugsdealplekken. Bedankt voor de aanmoedigingen.

1 annexe / 1 bijlage

Levée de la séance à 21:00
Opheffing van de zitting om 21:00

Par le Collège :
La Secrétaire communale,
Vanwege het College :
De Gemeentesecretaris ,

La Présidente,
De Voorzitster,

Betty Moens

Nadia El Yousfi